



# L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"



## L'Europe aux travailleurs !



## Grève générale !

N°99 - Juin 2010 - 2 Euros

**Groupe Socialiste Internationaliste**  
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV<sup>e</sup> Internationale

## Edito.

# L'Europe aux travailleurs ! Grève générale !

Le capitalisme, dans son actuelle phase impérialiste, n'est prêt à n'accorder des miettes aux travailleurs que si elles sont arrachées par une lutte intense, et que les capitalistes sont menacés de tout perdre. C'est ce qu'il s'est passé en France après la Seconde Guerre mondiale. Les grands acquis ouvriers comme la sécurité sociale ont été gagnés au prix des grèves de 1946. Aucune réforme n'est possible sous le capitalisme impérialiste, si elle n'est pas gagnée dans un dur combat contre la bourgeoisie.

La crise économique, qui est une crise du système capitaliste, vient renforcer ce caractère irréformable d'un capitalisme qui non seulement voue les travailleurs à une exploitation de plus en plus brutale, mais impose à l'humanité entière un recul de civilisation. Jean-Claude Trichet, directeur de la Banque centrale européenne, a ainsi annoncé explicitement : « Nous avons vécu et vivons des temps véritablement dramatiques. » Dans leur détermination à faire payer la crise aux travailleurs, les gouvernements capitalistes de droite comme de gauche enchainent, sous le nom de « réformes », des plans de casse des acquis ouvriers et de baisse des salaires à travers l'Europe.

Le 24 mai, le nouveau Premier ministre de Sa Majesté du Royaume-Uni, D. Cameron, annonçait un plan d'économie de 6,2 milliards de livres (7,5 milliards d'euros) contre la fonction publique, qui prépare une nouvelle annonce pour le 20 juin. Le 25 mai, le *duce* italien S. Berlusconi exposait son plan : là aussi il s'agit d'attaquer les retraites, de geler les salaires de la fonction publique et d'y cesser les embauches. Là encore, il s'agit de diminuer les financements des collectivités locales, ce qui, dans le cadre de la régionalisation imposée par l'UE, permet la privatisation générale des services publics.

Bien que toutes ces attaques soient concertées pour éviter les heurts avec la population, les travailleurs ne semblent pas prêts à accepter d'être saignés au nom du paiement de la dette et du sauvetage des banques. À l'image de la classe ouvrière grecque, les Européens cherchent les moyens de se bat-

tre et imposent aux bureaucraties syndicales des journées de grève et de manifestation pour pouvoir exprimer leur colère.

Les journées d'action se multiplient : le 16 mai en Espagne, le 19 mai en Roumanie où 40 000 manifestants sont venus exprimer à Bucarest leur refus des baisses de salaires et des pensions de retraite, le 20 mai en Grèce à la suite de la grève générale du 5 mai qui a montré la volonté des travailleurs de passer à l'affrontement contre l'État. À Lisbonne, 300 000 manifestants ont battu le pavé portugais le 29 mai contre les mesures du gouvernement socialiste dirigé par Socrates.

Dès lors, comment comprendre le gouvernement français qui déclare par la voix de Luc Chatel que la « faible mobilisation valide la méthode du gouvernement », suite aux manifestations du 27 mai en France, alors qu'elles ont réuni près d'un million de personnes dans les rues ? N'est-ce pas une déclaration de guerre contre la classe ouvrière qui s'est saisie de l'appel de l'intersyndicale pour dire qu'elle refuse que l'on touche au départ à la retraite à 60 ans et au modèle par répartition ?

Si les médias se sont empressés de parler d'une mobilisation en demi-teinte, c'est pour cacher la réussite d'une journée qui a mobilisé les travailleurs malgré le peu de travail fourni par la CGT pour l'organiser. Et malgré l'accord général entre la CGT, la FSU, la CFDT, la CFTEC, l'UNSA et Solidaires pour négocier la réforme des retraites, de nombreux cortèges exprimaient leur refus catégorique de toute négociation, revendiquant parfois même le retour aux 37,5 annuités de cotisation et scandaient ici ou là le mot d'ordre de grève générale.

Car c'est bien la question de la grève générale qui trotte dans la tête de milliers de travailleurs à travers l'Europe, et qui est posée aujourd'hui pour en finir avec les plans d'austérité. La classe ouvrière européenne est prête à une mobilisation unie, jusqu'au bout pour rompre avec l'Union européenne capitaliste. Les travailleurs n'aboutiront à leurs revendications que par la grève générale, et ce faisant, poseront les

bases d'une Europe pour et par les travailleurs, un pas vers les États-Unis socialistes d'Europe.

De fieffés bureaucrates comme Guglielmo Epifani de la CGIL italienne sont obligés de céder aux pressions de leur base : « Nous avons besoin en ce moment d'initiatives au niveau européen. » Mais il ne faut pas attendre de ces bureaucraties qu'elles impulsent quoi que ce soit, bien au contraire, la Confédération européenne des syndicats, en bonne partenaire de l'UE, se prépare à endiguer un mouvement dont elle ne veut pas. Ainsi, le ministre du Commerce irlandais, Bat O'Keefes, répondant au journal *L'Expansion* du 26 mai qui lui demandait pourquoi, « hormis quelques manifestations de fonctionnaires, il n'y a pas eu un mouvement de grogne sociale dans le pays, contrairement à la Grèce ? » a répondu fort à propos que « les syndicats ont fait preuve d'une grande maturité en acceptant ces mesures de rigueur. »

Ni le NPA ni LO ni le Front de gauche ni le POI ne dénoncent l'attitude des directions syndicales dont la politique de négociation et d'appels ponctuels à manifester sert le gouvernement. S'ils ne dénoncent pas, c'est qu'ils ne veulent surtout pas de la grève générale, dont la portée politique dépasse de très loin le petit jeu institutionnel dans lequel ils cherchent tous à trouver leur place.

Les travailleurs sont résolument prêts à se battre. Mais il leur faut encore dépasser leurs directions syndicales contrôlées par la social-démocratie et le stalinisme pour aller vers leur mobilisation permanente et la grève générale. La classe ouvrière va chercher par tous les moyens à sauver ses acquis, ce qui va impliquer de nouvelles mobilisations et des affrontements de plus en plus durs.

Seule une vraie organisation révolutionnaire, la Quatrième internationale, pourrait répondre à l'urgence d'organiser tout de suite et dans tous les pays la grève générale tout en portant la perspective des États-Unis socialistes d'Europe, le GSI se faisant un devoir de mettre toutes ses forces au service de sa construction.

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : [contact@gsi-litqi.org](mailto:contact@gsi-litqi.org) - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>  
Clôture rédactionnelle le 31 mai 2010 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

# Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu. » (Karl Marx)

Au cours des dernières semaines, la situation internationale de la lutte des classes a connu un important mouvement d'accélération. Sous l'effet de l'approfondissement de la crise du capitalisme, la classe ouvrière et le patronat se disposent à se livrer un affrontement d'ampleur. Le phénomène de radicalisation de la lutte des classes est particulièrement perceptible en Europe. Dans ce continent, les gouvernements qui représentent les intérêts de la bourgeoisie annoncent tour à tour des plans drastiques d'austérité. En prétextant de la crise, ils cherchent à faire passer toutes les mesures que les travailleurs ont combattues jusqu'à présent (liquidation des retraites et de la sécurité sociale, privatisation des services publics, toutes ces attaques étant contenues dans les directives et les traités de l'Union européenne). De leur côté, les travailleurs montrent leur détermination à ne pas vouloir payer la crise des capitalistes. Désormais, c'est bel et bien la question d'une grève générale européenne qui est posée. Mais pour arriver à construire un tel mouvement, la classe ouvrière doit lever l'obstacle constitué par les directions syndicales bureaucratiques. Actuellement, non seulement ces directions n'apportent pas une réponse à la hauteur des intérêts des travailleurs, mais en plus elles travaillent main dans la main avec les gouvernements bourgeois pour désorganiser, atomiser et démoraliser l'ensemble de la classe ouvrière. Dans ce contexte, l'attitude de la Confédération européenne des syndicats (CES) est emblématique : en effet, comment apporter du crédit à une organisation qui se contente de dénoncer l'« injustice » des plans d'austérité, alors qu'en même temps elle rédige les directives européennes main dans la main avec le patronat ? Dans divers pays, si les directions syndicales commencent à parler de grève générale, cela se fait sous la pression des travailleurs, mais dans tous les cas il ne s'agit que d'une perspective lointaine cantonnée au cadre national.

En Grèce, pays qui se situe au premier plan des attaques de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI), la réaction des travailleurs a été très importante au mois de mai. Deux mouvements de grève de grande ampleur ont touché le

pays, le 5 et le 20 mai. À ces dates, les travailleurs ont massivement fait grève et sont descendus dans la rue pour s'opposer aux mesures d'austérité du gouvernement « socialiste » de G. Papandreou, et contre la « réforme » du système des retraites. Lors de ces deux dates, les arrêts de travail dans le secteur des transports ont quasiment paralysé le pays et les administrations publiques, et les écoles et les hôpitaux ont fermé leurs portes. Le **5 mai**, ils étaient plus de 60 000 à Athènes et plus de 20 000 à Thessalonique, deuxième ville du pays. Le **20 mai**, ce sont près de 40 000 travailleurs qui se sont rassemblés sur la place du Parlement dans la capitale grecque. Le **20 mai**, le taux de grévistes a également été très important dans de nombreux secteurs. Par exemple, dans l'industrie, près de 70 % des ouvriers ont fait grève. Dans les raffineries ce taux a même atteint 100 %. Les manifestations ont été appelées par les deux principales centrales syndicales du pays, la GSEE, regroupant les travailleurs du privé, et Adedy, regroupant les fonctionnaires. Des rassemblements séparés, appelés par le Parti communiste grec (KKE), ont également réuni plusieurs milliers de manifestants. Mais alors même que la perspective d'une grève générale pour obtenir le retrait du plan d'austérité est d'actualité, les directions syndicales et politiques se limitent à appeler à des journées de mobilisation sans lendemain. Au-delà de ces mouvements de grande ampleur, des débrayages continuent de toucher le pays, comme dans les ports le **31 mai**, pour s'opposer à la privatisation de ces infrastructures.

Au Portugal, pays également en première ligne des attaques des capitalistes, la CGTP, proche du Parti communiste portugais (PCP), a appelé à une manifestation nationale à Lisbonne le **samedi 29 mai**, pour s'opposer au plan de rigueur du gouvernement et pour exiger des augmentations de salaires. L'autre grande centrale syndicale du pays, l'UGT, proche du PS, parti actuellement au pouvoir, a refusé d'appeler à cette manifestation, indiquant que, pour elle, la perspective de la grève générale n'était pas à l'ordre du jour. Près de **300 000 personnes**, du privé comme du public, ont défilé dans les rues de la capitale portugaise. À la fin

## La crise économique en quelques chiffres

Comme nous le disions dans cette rubrique dans les précédents numéros de *L'Internationaliste*, un des principaux problèmes auxquels les États doivent désormais faire face est l'endettement public. En effet, après avoir renfloué les banques de plusieurs milliers de milliards de dollars, les États ont vu leur dette publique exploser. Ces mêmes banques et les spéculateurs poussent désormais les gouvernements (qu'ils soient « socialistes » ou non) à faire payer la crise aux travailleurs, une deuxième fois, en quelque sorte, après la très forte augmentation du chômage dans les premiers mois de la crise (le chômage continue d'ailleurs d'augmenter). Les capitalistes ont en ligne de mire tout ce qui leur échappe encore : retraites par répartition, sécurité sociale, caisse de chômage, enseignement public, hôpitaux publics, services publics, tout doit être liquidé au nom de la rigueur budgétaire et de l'austérité. Depuis le mois d'avril, la crise est entrée dans une nouvelle phase, et la situation s'est brutalement dégradée, touchant particulièrement les pays européens.

La Grèce a été le premier pays attaqué par les banques et les capitalistes. En échange d'un prêt de **110 milliards d'euros** de l'UE et du FMI, le gouvernement grec s'est engagé à geler les embauches de fonctionnaires, à supprimer leurs 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois, à reculer l'âge de la retraite, à privatiser des entreprises publiques, à augmenter la TVA et à « flexibiliser le marché du travail ». Ces mesures doivent permettre à l'État « d'économiser » **30 milliards d'euros** d'ici à 2014.

Le Portugal a également été attaqué par les spéculateurs, même si pour le moment il n'est pas officiellement question de demander un prêt auprès d'une institution internationale. Pour réduire son déficit, le gouvernement de ce pays a annoncé qu'il allait augmenter la TVA, les impôts, réduire les indemnités de chômage, privatiser des entreprises publiques à hauteur de 4,6 milliards d'euros et geler les salaires des fonctionnaires pendant au moins deux ans.

En Espagne, le gouvernement a annoncé un plan d'austérité de **50 milliards d'euros** d'ici à 2013. Ce plan prévoit notamment des économies de 15 milliards dès 2010 et 2011 avec, entre autres choses, une baisse des salaires des fonctionnaires d'environ 5 % en moyenne dès le mois de juin et un gel de

de la manifestation, le secrétaire générale de la CGTP, Carvalho de Silva, a annoncé que cette manifestation constituait une étape dans la construction de la grève générale, sans toutefois indiquer de perspectives concrètes.

La question de la grève générale se profile aussi dans plusieurs autres pays d'Europe. En **Italie**, le secrétaire général de la CGIL (6 millions d'adhérents), a déclaré mercredi 26 mai qu'il allait demander au comité de direction du syndicat « d'appeler à la grève générale avec des manifestations territoriales d'ici la fin du mois de juin ». En réalité, le responsable syndical ne remet pas en cause l'idée d'un plan d'austérité puisqu'il déclare également : « l'objectif de la protestation est de changer le contenu » des mesures gouvernementales. Une manifestation des **fonctionnaires** est prévue le samedi **12 juin** à Rome.

En **Espagne**, une **grève des chemins de fer** a eu lieu le **28 mai**. Seules 65 % des liaisons locales et 75 % des liaisons nationales étaient assurées. Les grévistes voulaient ainsi protester contre un changement de l'évolution des carrières dans l'entreprise. Cette grève devrait être la première d'une série de mouvements plus importants. Les deux principales centrales syndicales du pays, UGT (proche du PSOE, parti au pouvoir) et les CCOO (historiquement proche du Parti communiste espagnol, désormais Gauche unie), ont décidé d'appeler les fonctionnaires à faire grève le 8 juin prochain. Ces syndicats entendent ainsi protester contre les mesures prises par le gouvernement Zapatero, qui prévoient de geler les embauches de fonctionnaires, de baisser leurs salaires et d'augmenter l'âge de la retraite. Après avoir, dans un premier temps, exclu d'appeler à une grève générale, les deux syndicats envisagent désormais cette possibilité, sans toutefois indiquer de date. La perspective d'une telle grève s'est précisée depuis que le FMI a enjoint le gouvernement espagnol de réformer son marché du travail, jugé « trop rigide et pas assez flexible ».

En **Roumanie**, les syndicats ont annoncé le **26 mai** qu'ils comptaient organiser une grève générale pour s'opposer au plan d'austérité prévu par le gouvernement. Le responsable de la CNSLR, une des principales centrales du pays, a déclaré : « Nous prévoyons de rassembler environ un million de personnes dans une grève générale à travers la

Roumanie le jour où le Parlement débattrait des mesures soutenues par le FMI ». À partir du **31 mai**, les **350 000 enseignants** du pays sont appelés à faire une grève illimitée pour protester contre les baisses des salaires et des pensions. Des arrêts de travail sont également prévus dans les transports et chez les infirmiers.

Dans d'autres pays d'Europe, d'autres mouvements d'une moindre ampleur, mais avec une signification politique très importante ont aussi eu lieu, ou vont se dérouler dans les prochaines semaines. Au **Royaume-Uni**, une grève de cinq jours a commencé le 31 mai chez la compagnie aérienne **British Airways**. Après que tous les recours judiciaires ont été épuisés par la direction de l'entreprise pour interdire la grève, les employés de la compagnie ont finalement cessé le travail. Il s'agit du deuxième arrêt de travail de ce type dans l'entreprise au cours du mois de mai. Les grévistes s'opposent aux réductions d'effectifs et exigent des augmentations de salaire. De plus, une grève risque de toucher **British Telecom**, ce qui constituerait une première depuis 1987. Les salariés de cette entreprise exigent des augmentations de salaire plus importantes que celles proposées par la direction.

En **Allemagne**, quelque **15 000 médecins** de **200 cliniques publiques** se sont mis en grève pour exiger de meilleurs salaires, le 17 mai. Il s'agit de médecins des cliniques gérées par les municipalités, qui emploient environ 55 000 praticiens. Dans le cadre de ce mouvement, un rassemblement a été organisé à **Munich**, regroupant près de **4 000 personnes**. À **Berlin**, une grève des personnels au sol des aéroports de la ville a entraîné la suppression de plusieurs dizaines de vols, le 26 mai. Les grévistes entendaient ainsi peser sur les négociations salariales en cours.

En **France**, la situation sociale reste très tendue. Les grèves sont toujours nombreuses, notamment dans l'**industrie**, les **transports**, la **presse**, la **santé**, les **administrations**, et la liste n'est pas exhaustive. Mais ce qui domine est l'éclatement des mobilisations en raison de la politique des bureaucraties syndicales. L'élément le plus important de ces dernières semaines est sans aucun doute la mobilisation du **27 mai** dernier. Les principales confédérations (en dehors de Force ouvrière) avaient appelé à manifester et à faire grève contre le recul de l'âge de départ à la

la revalorisation de certaines retraites en 2011.

En **Italie**, le gouvernement Berlusconi a décidé de mettre en place un plan d'austérité de **24 milliards d'euros**, prévoyant de geler les salaires des fonctionnaires pendant trois ans. Aussitôt arrivé au pouvoir au Royaume-Uni, la coalition regroupant conservateurs et libéraux-démocrates a annoncé un plan de réduction des dépenses publiques permettant d'économiser **7,2 milliards d'euros**, notamment grâce à des coupes dans le budget de la santé. En **Irlande**, le gouvernement a voté deux plans d'un total de **7 milliards d'euros**, qui prévoient notamment une baisse des allocations sociales et une baisse de 5 à 15 % du salaire des fonctionnaires.

En **France**, officiellement, le gouvernement ne parle pas d'austérité, mais plusieurs mesures y ressemblent fort. Le gouvernement a annoncé le **gel des dépenses de l'État** pendant trois ans. Ainsi, un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne sera pas remplacé au moins pendant cinq ans et l'âge de la retraite va être repoussé de 60 à 62 ans dans un premier temps.

retraite. Près d'**1 million de travailleurs** sont descendus dans la rue, dépassant les prévisions des directions syndicales et du gouvernement. Cette mobilisation montre par défaut qu'il existe une réelle détermination à la base pour en découdre avec le gouvernement et la bourgeoisie. Certains mots d'ordre indiquaient cette combativité : « 37,5 années de cotisations pour tous, public comme privé ». L'idée que ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise des capitalistes était également très présente dans les cortèges. À **Paris**, il y a eu **90 000** manifestants, **80 000** à **Marseille** (dont de nombreux grévistes qui occupent leurs usines), ou encore **23 000** à **Rouen**, **15 000** au **Havre**, **10 000** à **Toulon**, **15 000** à **Lyon**, **12 000** à **Lille**, etc. En France, comme ailleurs, c'est bien la question de la grève générale qui est posée.

**Mathieu**

# Du bon usage capitaliste de la « crise grecque »

Le 7 mai, les chefs d'État de la zone euro se sont réunis à Bruxelles à l'occasion d'un sommet extraordinaire autour de la « crise grecque » et des attaques spéculatives contre l'euro. Le 10 mai, les indices boursiers s'envolaient, pour s'effondrer à nouveau quelques jours plus tard. Penchés sur le pouls des « marchés », des spéculateurs, de la haute finance, les économistes bourgeois n'en finissent plus de disserter sur ces mouvements en apparence déconcertants.

Selon eux, le marché qui a fait pression sur les États pour que ceux-ci diminuent leur endettement a obtenu des plans de « rigueur ». Mais le marché s'inquiète, une semaine après, car les mesures prises par les États risquent de provoquer... la récession. Ce qui leur échappe c'est que le système capitaliste est face à des contradictions insurmontables, il veut une chose et son contraire. Cependant, à les entendre, en quelques années, le monde aurait vécu trois crises successives, à chaque fois surmontées tant bien que mal et, en définitive, tout dépendrait du plus ou moins de régulation et d'intervention des États.

Enfin, le sommet du 10 mai serait pour les uns le commencement de la paix économique et pour les autres un répit qui mène à la guerre économique au point que l'un d'entre eux, J. Généreux, ancien membre du PS, aujourd'hui rallié au PG, économiste enseignant à Sciences-Po., s'est laissé aller à une analogie entre ce sommet de Bruxelles et les accords de Munich signés fin septembre 1938 par Hitler, Daladier, Chamberlain et Mussolini.

## D'un « Munich » à un autre...

À l'issue de la rencontre de Munich qui venait de sceller le sort de la Tchécoslovaquie, W. Churchill, futur Premier ministre britannique, avait déclaré : « Vous aviez le choix entre le déshonneur et la guerre. Vous avez choisi le déshonneur, et vous aurez la guerre. » Le 14 mai, invité du club de la presse web Parlons Net<sup>(1)</sup>, J. Généreux explique que les chefs d'État européens n'ont pas évité la catastrophe à Bruxelles car « ils avaient le choix entre déclarer la guerre à la spéculation financière, et la terrasser une bonne fois pour toutes, et la soumission aux mar-

chés financiers. Ils ont choisi la soumission et ils auront la guerre. »

Au demeurant, J. Généreux rappelle que le niveau actuel de l'endettement public est dû surtout à la crise de l'endettement privé, les États ayant pris à leur charge la monstrueuse dette privée des banques et des spéculateurs. Selon lui, les chefs d'État européens ont décidé à Bruxelles de promettre un nouvel endettement public qui va aggraver le problème et poser les bases de nouvelles attaques spéculatives et d'une nouvelle récession.

Mais il commet une erreur quand il explique que les chefs d'État réunis à Bruxelles ont fait un choix, et même qu'ils avaient le choix. L'État bourgeois est au service de la bourgeoisie ; c'est en fidèles gardiens de ses intérêts que les dirigeants européens ont décidé de faire payer la crise capitalistes aux travailleurs et aux peuples opprimés. **Là où l'analogie avec Munich fonctionne, c'est dans le dosage des décisions prises à Bruxelles qui tente de désamorcer un affrontement brutal entre les intérêts des impérialismes allemand, britannique et français. Le 10 mai montre combien l'UE n'est qu'un terrain de chasse pour les capitalistes, un cadre unifié de concurrence fiscale et de dumping social que les travailleurs devront briser.**

Pour imposer leurs décisions gravissimes, les politiciens bourgeois sèment la confusion en expliquant que la crise grecque est une crise particulière qui vient après celle de la finance provoquée par la faillite de Lehman Brothers, elle-même précédée par la crise dite des « subprimes ». Ces politiciens découpent la crise en « petites » crises pour que les travailleurs aient les plus grandes difficultés à appréhender la réalité et à se mobiliser en conséquence. Ainsi, les exploités seraient mieux à même de se soumettre aux soi-disant solutions que les gouvernements de l'UE, de « gauche » comme de droite, veulent leur imposer avec la complicité des bureaucraties syndicales.

## Trois crises ?

Selon ces messieurs, le monde aurait donc vécu trois crises successives en trois ans. La première serait due au défaut de paiement des familles modestes qui s'étaient endettées au-delà du

raisonnable pour se loger et tenter de survivre dans un pays, les États-Unis, où les salaires sont quasiment bloqués depuis un quart de siècle.

La seconde crise aurait été provoquée par les excès de quelques spéculateurs qui auraient pris un maximum de risques tout en échappant aux conséquences de leurs frasques : « pile je gagne, face tu perds. » Les plus gros spéculateurs, trop gros pour faire faillite, ont été secourus par les États.

La troisième crise serait le résultat des dépenses inconsidérées des États, à l'image de la Grèce montrée du doigt pour le montant faramineux des traitements de ses fonctionnaires et les pensions de luxe de ses retraités. Qui tient ce discours ? Les agences de notation (celles qui notaient Lehman Brothers « triple A » jusqu'au jour de sa faillite), les gouvernements de l'Union européenne, impérialismes français et allemand en tête, et les économistes standards pour qui, hors le capitalisme, point de salut.

Remettons un peu d'ordre là-dedans, car ces trois crises ne sont que trois phases de la même crise, elle-même n'étant qu'un gigantesque soubresaut d'un mode de production dépassé qui va de crise en crise.

En effet, pour les marxistes, le monde capitaliste est entré en crise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle quand il est passé d'une économie de libre entreprise et de libre concurrence à un système où dominent les monopoles, où l'exportation des capitaux devient un trait dominant des échanges internationaux : l'impérialisme

Le monde capitaliste est en crise depuis plus d'un siècle, il a cessé de permettre le développement des forces productives de l'humanité. Chaque avancée technique, chaque invention, chaque progrès ont leur contrepartie en destruction de forces productives, c'est-à-dire des millions d'hommes.

À deux reprises déjà, cette crise du système capitaliste a abouti à une conflagration militaire généralisée qui a permis aux capitalistes de définir une nouvelle division internationale du travail, de se partager le monde, de mettre en coupe réglée les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ces deux guerres mondiales ont permis aux bourgeois, sur la base de la destruction an-

térieure, de se lancer dans une nouvelle phase d'accumulation du capital dans la période de reconstruction.

Depuis la fin des années 1960, les secousses se multiplient, leur fréquence augmente, leur violence aussi. À chaque « crise », la réponse des États bourgeois a été d'ouvrir les vannes du crédit pour permettre aux spéculateurs de se refaire une santé, comme on l'a vu, par exemple, avec la faillite de LTCM en 1998 ou l'éclatement de la « bulle des nouvelles technologies » en 2001.

La volonté des capitalistes de faire pression sur les salaires pour obtenir les coûts de production de plus en plus bas et maximiser leurs profits, combinée à une politique de crédit facile pour écouler les marchandises produites, ont conduit à l'éclatement de la crise de l'immobilier aux États-Unis fin 2006-début 2007 pour déboucher sur l'effondrement des activités spéculatives autour des prêts dit « subprimes ».

Encore une fois, les États sont venus au secours des capitalistes. Ils ont inondé les marchés financiers de liquidités pour que les banques recommencent à « se faire confiance » et à se prêter : les États ont donc racheté les créances douteuses, ils ont nationalisé les pertes, ils ont emprunté aux « marchés financiers » contre intérêts pour leur prêter à taux zéro ou presque. Bref, ils ont blanchi les créances douteuses et ont remis en circulation des sommes faramineuses avec garantie d'État. Tous les États ont mené cette politique, y compris l'État grec ! C'est ce qui a nourri une nouvelle bulle spéculative contre la « dette souveraine », celle des États : les décisions prises à Bruxelles sont les décisions attendues par les capitalistes, les États continueront à payer. **Maintenant, la crise grecque est instrumentalisée par les gouvernements pour imposer aux travailleurs de toute l'Europe une politique d'austérité, c'est un euphémisme. Car il s'agit bien d'une politique de régression sociale généralisée mise en œuvre pour dégager les moyens pour les États de venir en aide sans conditions, limites ou restrictions aux marchés.**

En agissant de la sorte, les dirigeants réunis à Bruxelles ont également cédé aux injonctions du président américain B. Obama. Ils ont – temporairement – sauvé l'euro et, ce faisant, ils ont surtout protégé le livre anglaise et le dollar US. L'impérialisme japonais aussi est intervenu dans ce sens, malgré

un endettement à 200 % de son PIB... et sa notation « triple A ». Voici la solution des gouvernements capitalistes : faire payer la crise aux travailleurs, à la jeunesse et aux peuples opprimés !

### Trois solutions ?

**La crise grecque est ainsi mise à profit pour imposer des plans de régression sociale dans toute l'Europe :** privatisation et démantèlement des services publics à marche forcée, liquidation des systèmes de protection sociale, baisse des salaires, augmentation des impôts et taxes touchant les ménages les plus modestes, baisse des impôts touchant les sociétés et les revenus du capital, renforcement des politiques sécuritaires. C'est l'application de la politique néolibérale.

En vertu du principe « moins d'État, mieux d'État », l'interdiction des déficits publics seraient inscrite dans la constitution des États membres et leur projet de budget devrait être communiqué à la Commission de Bruxelles avant d'être soumis aux Parlements nationaux. Voilà ce qui a été décidé à Bruxelles le 10 mai, conformément au traité de Lisbonne. Cette « solution », qui est celle des capitalistes outre qu'elle dénote une conception très particulière de la démocratie bourgeoise, est **une agression d'une violence inouïe contre les travailleurs et la jeunesse.**

Pour en revenir à la prestation radio-phonique de J. Généreux, la solution serait (aurait dû être) selon lui la suivante : laisser les spéculateurs faire faillite, venir au secours des entreprises en difficulté, racheter les logements pour éviter l'expulsion de leurs occupants insolubles, financer la dette publique en faisant appel non aux marchés financiers mais à l'épargne des ménages (ce que le traité de Maastricht interdit), créer une banque européenne qui puisse mener une politique de relance, retirer l'évaluation des États aux agences de notation pour la remettre à la BCE.

C'est typiquement une solution keynésienne qui correspond aux compromis établis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, compromis qui a vécu ce qu'a duré la reconstruction. La phase actuelle de la crise du système capitaliste ne peut pas recevoir une telle réponse, car elle est à la fois une crise de surproduction et une crise due à la baisse du taux de profit. L'accumulation de capital fictif, le caractère pari-

taire du capitalisme a atteint de telles proportions que la bourgeoisie a des exigences de rentabilité en contradiction totale avec le fonctionnement « normal » de l'économie réelle. Elle ne peut admettre la moindre remise en cause de ses exigences de rentabilité à court terme et celles-ci font peser un danger mortel sur des millions et des millions d'hommes menacés par le chômage, la misère, la famine, la guerre. **La solution de J. Généreux est donc un anachronisme, un leurre, une diversion au service des réformistes sans réformes, en fin de compte au service des capitalistes.**

La seule solution raisonnable, rationnelle, serait de mettre un terme à ce siècle de souffrances pour l'humanité qui s'est ouvert avec le passage du capitalisme à son stade suprême de l'impérialisme, l'époque des guerres et des révolutions, selon l'expression de Lénine. Elle réside dans l'abolition de la propriété privée des moyens de production et leur socialisation.

De simples mesures d'urgence consisteraient dans la **nationalisation sans indemnité ni rachat** des banques, assurances et des secteurs industriels décisifs, la **renationalisation des services publics privatisés**, tout ceci **sous le contrôle des travailleurs**. La **publicité des livres de comptes** des sociétés, la **levée du secret bancaire et commercial** seraient des mesures de bon sens pour mettre en lumière les agissements des spéculateurs et des affameurs. Il faut mettre un terme aux agissements impérialistes honteux tels que ceux qui ont été mis en œuvre contre les travailleurs et le peuple grec : **abolition de la diplomatie secrète !**

**J.-Louis**

1) Ecouter l'intégrale du débat sur le site de France Info - <http://www.france-info.com/chroniques-parlons-net-2010-05-14-j-generoux-denonce-l-esprit-de-munich-des-dirigeants-europeens-441912-81-264.html>

# L'autogestion et la lutte de classes

En janvier 2010, suite au projet de fermeture de l'entreprise Philips de Dreux et de licenciement de tous les salariés, ceux-ci ont **produit des téléviseurs par eux-mêmes**, qu'ils ont stockés. L'expérience a duré une semaine, avant que le patron ne reprenne le contrôle de l'usine. Pour qualifier cette expérience, deux termes ont été utilisés dans l'« extrême gauche » : « autogestion » et « contrôle ouvrier sur la production », comme s'ils étaient synonymes. Pourtant, ceux-ci n'ont pas le même caractère de classe.

## L'autogestion contre la bureaucratie stalinienne

En France, le terme d'autogestion a connu son heure de gloire à partir des années 1960 avec **l'expérience de « l'autogestion yougoslave »**. En effet, à partir de 1950, mais surtout après 1965, la Yougoslavie, en rupture avec l'URSS, remet la gestion économique des entreprises aux ouvriers (tout en maintenant des objectifs fixés par la bureaucratie) : ils devront, avec un budget de départ, se débrouiller pour s'approvisionner, faire tourner l'usine, se rémunérer. Dans les faits, **cette « autogestion » revenait à privatiser l'économie yougoslave**.

Néanmoins, le terme d'autogestion a été repris par certains secteurs en France, car il était porteur d'une critique sur l'absence de démocratie dans les pays soviétiques. Ainsi, cette tradition a opposé et oppose toujours au « socialisme bureaucratique » le « socialisme autogestionnaire » ou « **socialisme libertaire** » (voir les syndicats Sud, Alternative libertaire...). En un mot, c'est entre autres la tradition anarchiste qui s'est reconnue en ces termes.

Pourtant, le mouvement ouvrier avait déjà forgé ses outils pour critiquer la bureaucratie, que ce soit celle des États ouvriers ou des syndicats des pays capitalistes, à savoir **se battre pour la « démocratie ouvrière » et pour mener une politique d'« indépendance de classe »**.

## L'autogestion contre le marxisme

Dans ce contexte, le livre de Philippe Oyhamburu, *La Revanche de Bakounine ou De l'anarchisme à l'autogestion* (1975) est symptomatique. Anar-

chiste, il dit très clairement que **« marxisme et autogestion » ne sont pas compatibles**, comme l'a montré la lutte de Proudhon puis de Bakounine contre Marx. Selon lui, l'autogestion est ce qui permet à l'homme d'avoir une pleine maîtrise sur sa vie, en réunifiant le travail intellectuel et manuel, dès aujourd'hui. L'homme peut être libre, à tout moment. Il s'agit d'une « transformation profonde et radicale ». Mais la transformation, est-ce la réforme ou la révolution ? De même, il est étrange de lire que les patrons aussi sont aliénés. Tous les humains doivent devenir libres. **Ainsi, cet auteur avance des analyses qui ne sont ni classistes ni matérialistes.**

Derrière le terme d'autogestion, on voit effectivement tout le conflit entre anarchistes et communistes, les premiers pensant que l'on peut vivre sous le socialisme intégral dès aujourd'hui. Il est également symptomatique dans ce livre qu'il n'est jamais fait mention de Trotsky, sauf en sa qualité de dirigeant de l'armée rouge, mais jamais comme critique radical du stalinisme. Pourtant, Trotsky permet de ne pas laisser l'arme de la critique aux mains des anarchistes. **Dans ces États ouvriers dégénérés, il fallait faire une révolution politique.**

L'autogestion des anarchistes est une « idéologie de boutiquier » nostalgique de la période qui a précédé la révolution industrielle. Cette période est vue comme un « âge d'or » dans lequel les producteurs étaient « indépendants ». C'est ce qui fonde le **caractère petit-bourgeois de cette idéologie**.

Au plan syndical, c'est une autre tradition qui s'est reconnue dans le terme d'autogestion. Celui-ci a été mis en avant par des secteurs de la CFDT dans les années 1960. Ce mot d'ordre, à ce moment-là, correspond à la **nécessité pour la bourgeoisie de canaliser et dévier la mobilisation prolétarienne qui va déferler en 1968** (la transformation de la majorité de la CFDT en CFDT date de 1964...). Mais cela vient de plus loin : la CFDT est une organisation d'origine chrétienne. Son autogestion est la traduction de la doctrine sociale de l'Église (**l'association capital-travail**), c'est-à-dire le strict opposé de la lutte de classes !

L'autogestion contre la révolution

Qu'elle soit portée par des secteurs syndicaux ou anarchistes, **l'autogestion est un retour en arrière**. Dans *L'État et la révolution*, Lénine revient sur la **nécessité du capitalisme comme phase préparatoire à la révolution socialiste**. Il insiste sur la nécessité de se saisir des monopoles, d'en prendre le contrôle et de poser les bases d'une **nouvelle croissance des forces productives**. Les anarchistes veulent, eux, démanteler les monopoles pour revenir en arrière à l'époque de rêve où les canuts lyonnais « indépendants » possédaient leur propre métier à tisser « dans leur salon », comme base d'un socialisme qui serait intermédiaire entre le monde féodal et le monde capitaliste.

Aujourd'hui, certains secteurs de gauche nous vendent les Scop (**Société coopérative de production, le o de Ouvrier ayant disparu dans le droit français...**) comme une alternative à l'entreprise capitaliste : des entreprises sans patron, avec des AG pour décider de la façon de produire, de se payer. En bref, il s'agirait du paradis socialiste... dans une seule entreprise. Ce qui n'empêche pas le reste de la classe ouvrière de se faire exploiter, ce qui n'empêche pas que ces entreprises « autogérées » soient en concurrence avec d'autres, d'être toujours dépendantes d'entreprises clientes ou fournisseurs privées, ce qui n'empêche pas qu'elles doivent **baisser par exemple le coût de main-d'œuvre pour rester compétitif, en bref de s'auto-étrangler**.

**Dans le cadre de l'impérialisme, pas de réformisme possible** : avancer la perspective principale de l'autogestion et des Scop relève d'une utopie réactionnaire. Il peut fonctionner un temps (cas des coopératives de presse anarchistes), voire même faire du profit (!), mais ce sont des secteurs qui restent à la marge et qui tendent à revenir tôt ou tard doucement ou brutalement dans le giron du secteur privé : voir ce qu'est devenu le mouvement mutuelliste, pourtant un acquis ouvrier au départ. **La seule solution pour la classe ouvrière est de déposséder la classe dominante, de la désarmer, en bref d'imposer la dictature du prolétariat.**  
Loïc

Pour aller plus loin, voir l'article du *Marxisme vivant* n° 7 sur « L'expérience des « entreprises récupérées » en Argentine et l'ouvrage d'Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*.

## L'économie d'armement en pleine expansion

Dans son dernier rapport publié en avril 2010, le SIPRI, situé à Stockholm, estime à 22 % la hausse des exportations d'armement pour la période 2005-2009 comparée à la précédente (2000 à 2004). Les principaux pays producteurs sont les États-Unis, dont 44 entreprises contrôlent 60 % du



marché. Viennent ensuite le Royaume-Uni, la France, la Russie et Israël.

Dans le « top 15 » établi par le SIPRI en 2007, dix étaient états-uniennes, deux françaises (Thales et Safran), une anglaise (BAE), une « européenne » (EADS), une italienne (Finmeccanica).

Les propos de Jean dans *L'Internationale* n° 98 démontrent que l'exploitation capitaliste n'épargne aucun secteur. En effet, la bourgeoisie et les capitalistes, même dans les secteurs qu'ils continuent de financer, cherchent incessamment par tous les moyens à faire baisser les coûts de production en tirant les salaires vers le bas, en augmentant les cadences, en dégradant les conditions de travail des salariés de l'industrie de l'armement. Outre ces revendications salariales, on peut se demander pour quelles raisons les travailleurs de l'industrie de l'armement devront exiger le retrait des troupes françaises hors d'Afghanistan, même si cela doit signifier la suppression de nombreux emplois.

En Grèce, pendant que l'État cesse de payer les salaires de fonctionnaires et les pensions des retraités, le budget militaire continue d'augmenter. En France, l'État ne cesse de clamer qu'il n'y a plus d'argent. Il faut « réformer » le système de retraites, de l'éducation, de la santé, qui soi-disant coûtent trop

En 2008, le « top 15 » est quelque peu bouleversé, Safran l'ayant quitté, deux compagnies états-uniennes y sont entrées, spécialisées dans les « services », KBR et CSC, qui rejoignent la nébuleuse SAIC : ces trois entreprises disposent de filiales dites « Private Military Corporations », des sociétés de mercenaires...

Les ventes se sont accrues de 10 % en 2008 pour atteindre 285 milliards de dollars. Singapour et l'Indonésie sont parmi les principaux acheteurs en Asie, continent qui pèse 39 % des importations d'armes, suivie par l'Europe (25 %) et le Moyen-Orient (19 %).

Il faut rappeler que la Grèce a, proportionnellement, le plus important budget militaire de l'UE (et le second de l'Otan) avec des dépenses équivalant à 3,5 % de son PIB. La Grèce entretient une véritable course aux armements avec la Turquie, également membre de l'Otan.

Une mention spéciale revient à l'impé-

rialisme US dont le budget de la « défense » pour 2010 a encore progressé (+ 2 %) pour atteindre 534 milliards de dollars auxquels s'ajoutent des budgets « opérations », pour l'Irak et l'Afghanistan essentiellement, d'un total de 130 milliards (+ 30 %). Quant à lui, l'État sioniste dépense entre 7 et 10 % de son PIB pour son armée, mais un cinquième de ces dépenses sont couvertes par des subventions états-uniennes.

Le SIPRI nous confirme également que ses estimations le conduisent à chiffrer à 8 392 têtes nucléaires l'arsenal mondial, dont 7 536 détenues par les seuls États-Unis et Russie, de quoi relativiser les accords de « réduction » signés entre ces deux pays récemment.

Au total, ces chiffres nous confirment ce que nous savions. L'économie d'armement, qui est une production parasitaire, fait peser une menace incommensurable sur l'existence même de l'humanité. Elle demeure cependant un volant d'entraînement majeur de l'ensemble de l'économie dans le cadre du système capitaliste impérialiste.

J.-Louis

1) <http://www.sipri.org/>.

## Quelques réflexions sur l'industrie de l'armement

cher aux Français. Pendant ce temps, l'industrie de l'armement ne connaît pas de plan d'austérité ! Le cynisme des capitalistes est sans fin. L'ouvrier français fabrique les armes qui tueront les ouvriers afghans. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la fabrication des armes et des bombes était gérée dans les camps de concentration, réduisant par-là même au minimum les coûts de production. C'est la grande tragédie des guerres impérialistes orchestrées par les États bourgeois et leurs complices des grands trusts de l'industrie de l'armement.

Aucun ouvrier dans le monde ne peut plus tolérer la destruction de la classe ouvrière dans le feu et le sang. Le démantèlement des armées impérialistes ne signifie pas le chômage pour tous ces travailleurs que la précarité et que le système capitaliste oblige à fabriquer

des armes. Bien au contraire, l'argent dépensé dans la guerre financera des emplois dans l'éducation, dans la santé, dans les transports, dans l'industrie automobile, dans l'agriculture... autant de secteurs qui offrent pour ces travailleurs des voies de reconversion à foison !

Aujourd'hui, la résistance des peuples opprimés par les guerres impérialistes est gangrenée par le désespoir et l'isolement. Il faut brandir le seul drapeau de leur victoire, le nôtre, celui de la solidarité de la classe ouvrière à échelle internationale.

**À bas les guerres impérialistes !**

**Expropriation des usines militaires !**

Griselda

## Le comité de Nanterre pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan est créé !

Les caisses de l'État seraient vides, l'État vivrait au-dessus de ses moyens ! Nous devrions accepter la **privatisation** des services publics (EDF-GDF, La Poste, SNCF...), le **démantèlement des retraites par répartition**, la privatisation de l'éducation et de la santé, les **suppressions massives de postes de fonctionnaires**. Pourtant, sous couvert de lutte contre le terrorisme, l'état français n'a cessé depuis 2001 d'**augmenter ses dépenses militaires et le nombre de soldats présents en Afghanistan**. Nous ne pouvons tolérer cette situation, il faut **réorienter les budgets militaires pour satisfaire les besoins sociaux de la population**. Car le seul but de cette guerre est de s'assurer le contrôle de ce pays. **Cette guerre, c'est le peuple afghan qui la subit : un pays totalement détruit et plus de 10 000 civils**

**morts en neuf ans.**

Nous, étudiants de l'université de Nanterre refusons d'abandonner le peuple afghan aux fauteurs de guerre et refusons les attaques du gouvernement qui tendent à détruire nos droits, à nous faire travailler toujours plus, toujours plus longtemps pour un salaire de misère ! **C'est pour cela que nous avons décidé de constituer le 15 avril dernier un Comité d'information et de mobilisation qui entend lutter pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan et le respect du droit du peuple afghan à l'autodétermination.**

Nous pouvons imposer nos revendications ! **Les guerres du Vietnam ou d'Algérie ont démontré que la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse avait aidé à y mettre un terme.**

Aujourd'hui, partout en Europe et aux États-Unis, on commence à poser la question de la légitimité de cette guerre : des mobilisations ont lieu en Allemagne, le gouvernement néerlandais a démissionné, Tony Blair est inquiet par une commission parlementaire pour ses mensonges. **Organisons-nous !** D'autres comités sont en train de se constituer dans des lycées, des facs et des entreprises. C'est pourquoi nous appelons étudiants et personnels, organisations et militants de Nanterre à rejoindre les 82 étudiants qui ont d'ores et déjà signé la pétition dans cette bataille pour impulser une mobilisation unitaire sur un seul mot d'ordre : **retrait des troupes françaises d'Afghanistan !**

Contact : retraitdestroupes@gmail.com

## Création du comité de lutte de Paris 3 Censier pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan !

Les caisses de l'État seraient vides ! L'État vivrait au-dessus de ses moyens ! Pourtant, **l'état français dépense des milliards d'euros dans l'armement et la guerre**. Depuis 2001, il ne cesse d'envoyer des troupes et du matériel en Afghanistan, dans une guerre qui n'a pour but que d'imposer l'impérialisme américain et européen au Moyen-Orient.

A côté de ça, le gouvernement privatise les services publics (EDF, GDF, La Poste, SNCF, etc.), démantèle les re-

traites par répartition, privatise l'éducation et la santé, supprime massivement les postes de fonctionnaires... **Toutes ces attaques remettent en cause les conquêtes sociales des travailleurs et des jeunes. Le gouvernement cherche à nous faire travailler toujours plus, plus longtemps, pour un salaire de misère !**

La guerre en Afghanistan a déjà fait 11 000 civils morts en neuf ans. Voilà le bilan d'une guerre menée pour contrôler les ressources minières et naturelles

et pour se partager le juteux marché de la reconstruction.

**Exigeons l'arrêt de la guerre et le retrait des troupes françaises d'Afghanistan. L'argent doit financer notre éducation, notre santé et nos retraites !**

**Nous sommes déjà 72 personnes à Paris 3 à avoir signé la pétition.**

**A l'initiative de militants de : SEUL, SNES-FSU, CGT, GSI**

Je m'abonne à l'**Internationaliste**, bulletin du G.S.I - Bulletin à renvoyer à : L'**Internationaliste** - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Mme, Mlle, M. (1) Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Courrier électronique (facultatif) : .....@.....

À : ..... Date : .....

Prix : pour **6 numéros**, 12 euros (16 euros en soutien) **ou** pour **12 numéros**, 24 euros (30 euros en soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1<sup>ère</sup> catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'**APIDO**

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

# Gibert Joseph : des premières avancées pour le syndicat

Le Groupe socialiste internationaliste participe de la reconstruction de la CGT au sein de la librairie Gibert Joseph à Paris. Le travail fourni avec les camarades a permis d'avancer vers la constitution d'un vrai syndicat pour défendre les intérêts des salariés de la plus grande librairie française. Précédemment, dans *L'Internationaliste* n° 97, nous avons évoqué les enjeux du syndicat au sein de cette entreprise et la nécessité de syndiquer largement. Cette avancée est la vérification que l'organisation politique est déterminante dans la construction syndicale (un nouveau militant a intégré notre organisation). La participation de la CGT Gibert Joseph (photo) au 1<sup>er</sup> mai a motivé les camarades du syndicat à s'investir dans l'activité.

Aujourd'hui, une première victoire a été obtenue par la tenue en juin d'élections professionnelles que la direction voulait organiser au mois d'octobre. Ceci pour deux raisons : 1) Cette période se situe entre les surcroûts d'activité de la rentrée scolaire et des fêtes de Noël. 2) L'application de la nou-

velle convention : avec des élections en octobre, les nouveaux représentants du personnel n'auraient pas bénéficié de la formation technique prévue en juillet et août. Les dernières élections remontent à quatre ans, le mandat des élus ayant été reconduit. Cette reconduction expirait en janvier 2010. Voilà plus de six mois que la direction était dans l'obligation d'organiser les élections. C'est pourquoi, ne pouvant refuser en son nom de les organiser, elle a cherché à s'appuyer sur la CFDT (qui, pour des raisons diverses et entre autres militantes, n'était pas disposée à accepter des élections en juin).

Cette situation a permis de mobiliser les collègues notamment par l'organisation d'une réunion d'information sur notre projet syndical. Cette réunion fut un succès : alors que les horaires tardifs gênent la participation aux réunions, nous étions vingt-quatre dont huit camarades de la CGT. Les différents magasins (librairie, papeterie, disquaire) et les différents services étaient représentés. Après une présentation des principaux enjeux pour notre syndicat, cha-

cun a pu s'exprimer sur les difficultés qu'il rencontrait dans son travail. Ceci a permis de recenser plusieurs points sur lesquels les problèmes se concentraient, pour permettre l'élaboration d'une profession de foi en lien avec les préoccupations des salariés. Nous utilisons le temps de campagne pour mobiliser les collègues autour de deux sujets : carrières et salaires, temps de travail et embauches.

L'objectif immédiat pour le syndicat est de permettre l'expression des salariés par la participation à des réunions publiques régulières, via la création d'une boîte e-mail et d'un blog. C'est après les élections que tout va se jouer puisqu'il s'agira d'apporter la preuve que le combat syndical paie. C'est pourquoi nous portons une attention particulière au développement politique du parti. Il est essentiel de gagner de nouveaux militants pour élargir le développement du syndicat et maintenir une ligne syndicale conséquente.

Rémy

## Brèves de la Réunion.

Depuis le mois de mars, les profs réunionnais se mobilisent contre leurs mutations forcées en métropole. Après vingt-quatre jours de camping dans les locaux de l'Académie à l'hôtel de la Région, les professeurs réunionnais ont décidé de lever le camp mardi 18 mai à 18h 30. Le 24 mai, à Paris, un rassemblement de solidarité a été organisé par le Collectif 974, qui s'est constitué pendant la mobilisation. Dans ce conflit, l'argument central du Rectorat réside dans le fait qu'il s'agit d'un concours national, et que par conséquent, les profs réunionnais sont soumis aux mêmes « règles » que les enseignants métropolitains. Le ministère de l'Éducation nationale calcule donc les barèmes d'affectation des personnels enseignants du second degré dans le cadre d'un mouvement inter-académique, puis dans un second temps, d'un mouvement intra-académique. A contrario, ce sont les académies qui gèrent les affectations et les mutations des professeurs des écoles dans le premier degré.

Le cadre national du concours des enseignants du second degré ne doit pas être remis en cause. Bien au contraire, il nous faut le défendre. Dans le cadre de la régionalisation et de la mise en place de la loi organique des lois de financements (LOLF), les concours de recrutement par académie

ouvrent la voie à la mise en concurrence des académies entre elles, incitant les établissements à recruter eux-mêmes les personnels. Le problème central est la suppression des postes dans l'Éducation Nationale. Il n'y a tout simplement pas assez de postes pour qu'un bordelais enseigne à Bordeaux, pour qu'un marseillais enseigne à Marseille, pour qu'un réunionnais enseigne à la Réunion. 13 000 heures supplémentaires validées par le Rectorat, ce qui constitue 700 postes à temps complet. 50 postes ont été fermés dans les collèges et les lycées. Il ne faut pourtant pas opposer les vœux des « métropolitains » à ceux des réunionnais. En transformant ces heures en postes, en rouvrant les postes fermés, en remplaçant les départs à la retraite, et en créant de nouveaux postes

à hauteur des besoins, à la Réunion et en Métropole, chaque enseignant pourra travailler où il le désire. Le combat des enseignants réunionnais est celui de tous les enseignants. Il faut appeler dès aujourd'hui à une campagne unitaire pour **l'arrêt immédiat de tous les plans de suppression de postes, et la création de nouveaux postes à hauteur des besoins** qui constitue la seule garantie pour tous les personnels de l'Éducation Nationale de travailler où ils le désirent.



# Guadeloupe : un an après, où en sommes-nous ?

## Les salaires n'ont pas été augmentés...

En janvier 2009, le peuple guadeloupéen se lançait dans une grève massive et déterminée pour lutter « contre la vie chère ». Après une grève générale de 44 jours, le 5 mars, Elie Domota représentant le LKP, Nicolas Desforges, représentant l'État français, et Victorin Lurel, représentant le conseil régional, ont finalement signé les accords dits Bino<sup>1</sup>. Parmi les 137 mesures présentes dans l'accord, une des grandes victoires de ces accords est sans conteste l'augmentation de 200 euros pour de nombreux salariés, mais on peut aussi retrouver un gel du prix des carburants et des loyers, un plan de formation pour lutter contre le chômage qui atteint près de 25 % dans la population, et 45 % chez les jeunes. Mais, dès le 15 mars, rappelons-nous que Laurence Parisot refuse d'appliquer l'augmentation de 200 euros sur tous les salaires. En effet, le Medef français avait mandaté le Medef local pour que toutes les entreprises de l'île appliquent des « bonus spécifiques » ou des « primes de pouvoir d'achat proches ou équivalentes à 200 euros<sup>2</sup> ». Pour Laurence Parisot, « l'État n'a pas joué son rôle d'arbitre » car « l'engagement financier rend cet accord mortel pour la plupart des entreprises de Guadeloupe<sup>3</sup> ». Et les entreprises de jouer sur cet argument, utilisant le prétexte d'un manque de visibilité pour appliquer l'augmentation des salaires : un manque de visibilité au-delà des douze mois (collectivités territoriales) et de trois ans (aides de l'État). C'est finalement l'État qui a modifié les bases de l'accord, en modifiant les bases de calcul<sup>4</sup> : il a exclu 10 000 personnes du nombre des bénéficiaires. Au lieu d'une augmentation de 200 euros pour 50 000 travailleurs, ce n'en seront que 30 000 qui bénéficieront de cette augmentation.

## Ne pas faire confiance à l'État

En effet, le protocole d'accord reposait sur trois acteurs : les petites et grandes entreprises de Guadeloupe, membres de l'UDE-MEDEF<sup>5</sup>, l'État français et les collectivités territoriales. Cette petite danse à trois a malheureusement très vite joué contre les travailleurs guadeloupéens, permettant au Medef et à l'État français de se renvoyer la balle pour ne pas appliquer les mesures d'un protocole d'accord qu'ils ont eux-mêmes

signé. En appelant à l'arbitrage de l'État français, le LKP n'avait pas tenu compte du lien qui unit le Medef et l'État français. Sur le terrain de la lutte des classes, il n'existe aucun arbitre ! L'État n'est ni un arbitre ni un troisième joueur, il est au service de la classe dominante, c'est-à-dire de la bourgeoisie. Quand il s'assoit à la table des négociations, des commissions paritaires ou des protocoles d'accord, ce n'est pas comme garant de la bonne application des accords. C'est le rôle qu'il a joué en se portant garant de l'augmentation des salaires, pour compléter les engagements financiers des entreprises. En acceptant de rentrer dans le débat du « qui financera les augmentations des salaires ? », le LKP a lui-même accepté que les entreprises se déchargent sur l'État, le LKP a lui-même intégré l'idée que les entreprises ne font pas suffisamment de profit pour financer seules ces augmentations. Aujourd'hui, ce sont les travailleurs qui paient, car leur grève a été victorieuse, mais le protocole n'est pas appliqué.

## Le carburant ne mettra pas le feu aux poudres...

Le mercredi 30 décembre se tient l'Observatoire des prix. C'est la première rencontre entre Elie Domota et le nouveau préfet de Guadeloupe, Jean-Luc Fabre. Cette rencontre ne se passe pas sous les meilleurs auspices. En septembre, le sans-plomb 95 avait déjà augmenté de 6 centimes, alors que le LKP avait obtenu un gel à plus de 10 % sous les prix de la métropole. Le nouveau préfet augmente à nouveau le prix de l'essence de 4 centimes, nouveau tarif applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Elie Domota a donc appelé le 8 janvier à une journée de grève générale pour le 20 janvier. L'État français anticipe l'aiguinement de la lutte des classes en envoyant quelque 450 gendarmes en renfort. Mais la mobilisation n'est pas répartie. Environ 7 500 personnes selon la préfecture, 20 à 25 000 selon Elie Domota. Les grèves se sont multipliées, à la Poste, sur les chaînes de télévision ou encore dans les CHU. La situation de la lutte des classes connaît aujourd'hui un nouveau caractère, elle a l'odeur de la Grèce. Dans l'hôtel Fort-Royal, deux syndicalistes, Charly Lendo et José Naëjus, ont été arrêtés pour avoir défendu le code du Travail et les conventions collectives. Aujourd'hui, seule une mobilisation de l'ensemble de la classe ou-

vière pourra faire libérer les deux syndicalistes mais aussi pour faire aboutir les revendications des différentes luttes qui existent.

*Griselda*

1) Du nom de Jacques Bino, représentant syndical tué en marge de la grève dans des circonstances troubles.

2) Extrait des déclarations de Laurence Parisot dans le quotidien *Le Parisien* le 15 mars 2009.

3) *Idem*.

4) Selon le nombre de salariés dans les entreprises, l'État et les collectivités territoriales prenaient à leur charge une partie de l'augmentation des salaires, entre 50 et 100 euros.

5) Union des entreprises du Medef de Guadeloupe.

## Halte à la répression de l'Etat colonial en Guadeloupe !

### Libération immédiate de Charly Lendo et de José Naëjus !

L'hôtel Fort Royal est une entreprise suédoise, dont les salariés et la clientèle sont à 90 % suédois. Le 18 mai dernier, deux dirigeants syndicalistes de l'UGTG, Charly LENDO et José NAËJUS, ont été arrêtés, lors d'une mobilisation contre la discrimination raciste à l'embauche. Ils exigeaient également le respect de l'exercice du droit syndical, des CDI pour tous les précaires, et l'application de la convention collective des Hôtels de Guadeloupe plus favorable que celle de France.

La réponse de l'état et du patronat ne s'est malheureusement pas fait attendre. L'arrestation arbitraire de ces deux militants démontre la peur d'une nouvelle grève générale, voire d'une explosion sociale de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse guadeloupéens. Aujourd'hui, alors que les plans d'austérité se multiplient en Europe, l'Etat français ne veut laisser aucune chance aux mobilisations déterminées de mettre le feu aux poudres. L'objectif est clair : criminaliser l'activité syndicale et ôter à la classe ouvrière les outils qui lui permettront de combattre l'exploitation capitaliste. Le spectre de la grève générale du mois de mars 2009, pousse de plus en plus régulièrement l'Etat français à choisir la répression et l'intimidation.

Le GSI a toujours soutenu les luttes des peuples colonisés opprimés contre l'état colonial français.

Le GSI appelle tous les militants ouvriers à dénoncer ses arrestations arbitraires et à construire la mobilisation pour obtenir la libération immédiate de Charly Lendo et de José Naëjus.

# Un parti pour le socialisme au Royaume-Uni et en Europe !

Deux semaines après les élections et la constitution de la coalition gouvernementale entre les conservateurs et les libéraux démocrates, le Royaume-Uni annonçait le 24 mai par la voix du ministre des Finances Georges Osborne un plan d'austérité qui devrait entraîner une baisse des dépenses publiques de 6,2 milliards de livres (7,5 milliards d'euros). À l'image des plans d'austérité grec, italien, espagnol ou portugais, les coupes des dépenses publiques visent l'éducation, la santé et les transports. Le gouvernement annonce de nombreuses suppressions de postes dans la fonction publique, ainsi que des coupes de 623 millions de livres sur les transports publics, 1 million sur la restauration dans le système scolaire, 30 millions sur la formation des professeurs, 60 millions sur l'éducation et 233 millions sur la recherche médicale.

Pourtant, il ne s'agit pas là d'un revirement de logique politique lié aux élections. La coalition gouvernementale agit dans la droite ligne des mandats du Labour party<sup>(1)</sup>. Depuis 1997, celui-ci s'est donné pour politique de réduire les dépenses publiques et a entrepris dans ce sens plusieurs mesures. Il a notamment tenté de privatiser le métro (bien qu'il ait dû céder la renationalisation des lignes de chemins de fer après les accidents meurtriers de 1999), créé des initiatives et investissements personnels qui ont pour but de laisser des mécènes financer les secteurs de la santé et de l'éducation. On a vu depuis 1997 22 nouveaux hôpitaux construits à l'aide de ses fonds privés, et ce n'est qu'un début, le projet étant d'étendre cette politique à 64 autres hôpitaux et 600 écoles. La vitesse des attaques engagées par le Labour party, seul, est contestée par les conservateurs, qui entendent régler ce « détail » pendant leur mandat.

Dans un pays où le taux de chômage s'élève à 7,8 % (mars 2009), ce qui laisse 2,2 millions de travailleurs sans emplois, où le déficit public s'élève à 62 % du PIB national, où l'université coûte entre 4 000 et 30 000 livres (5 000 et 36 000 euros) l'année, où le montant maximal de l'allocation chômage va de 261,40 € à 329,82 € où le désastreux système hospitalier fait par la part belle aux trusts et aux complexes privés, les capitalistes veulent aller encore plus dans la destruction des acquis ouvriers.

Après les grandes défaites imposés à la classe ouvrière par les années Thatcher, le prolétariat tente de se réorganiser pour faire face aux violentes attaques qu'il subit. Dans les aéroports, chez British Airways, dans les écoles, chez British Telecom, les grèves se multiplient, soulevant toutes la même question : comment résister aux capitalistes ? Vers quelle organisation le prolétariat anglais peut-il se tourner ? Qui pose encore à l'heure actuelle la question du socialisme au Royaume-Uni ?

Le « radical left wing », composé principalement du SWP, est une caricature de la décomposition politique liée à la crise de la direction du prolétariat. Le SWP a organisé sa campagne électorale lors des dernières élections britanniques autour du mot d'ordre « *vote socialist where you can, vote Labour where you must.*<sup>(2)</sup> » Ce mot d'ordre est fondé sur l'analyse selon laquelle la classe ouvrière se tourne encore vers le Labour au moment de voter et que les élections sont le moyen d'entrer en contact avec cet électorat. Le SWP commet ici deux erreurs d'analyse. La première concerne le rôle du parti, la seconde les perspectives de lutte.

Le rôle du parti n'est pas d'« entrer en contact avec la classe ouvrière », mais d'en être l'avant-garde, d'être un outil de lutte pour l'organisation du prolétariat en classe indépendante. Or, c'est dans la lutte que le parti trouve sa légitimité, c'est en défendant les luttes des travailleurs et leurs revendications que le parti arme la classe ouvrière. Hormis le fait que par cette analyse, le SWP avoue son peu d'enracinement dans la classe ouvrière, il révèle sa définition du rôle du parti dans les luttes. Pour citer les termes du SWP, il est question de « *networks of solidarity* » (réseaux de solidarité). Le parti doit donc créer de tels réseaux pour soutenir les travailleurs en lutte ? Le rôle du parti est-il d'organiser des manifestations de soutien aux travailleurs grecs ? De signer à l'image de la CNT des communiqués de solidarité ? Non ! Le rôle du parti révolutionnaire est de construire et d'unifier les luttes à l'échelle internationale, d'organiser les grèves des travailleurs britanniques dans une union aux luttes des travailleurs grecs sur des mots d'ordre européens !

L'absence de dénonciation claire et franche de la politique du Labour comme un parti bourgeois à la botte de l'impéria-

lisme US est liée aux perspectives politiques du SWP. Ce parti ne voit pas la contradiction existant entre le fait de construire une organisation révolutionnaire et celui d'établir des unions politiques larges « *in the different fields of struggle* » (dans les différents domaines de lutte). Donc, au lieu d'unifier les luttes, ne serait-ce qu'à l'échelle nationale, le SWP propose une union au sommet avec de larges secteurs. Cette politique conduit les partis qui se revendiquent de la classe ouvrière à s'ouvrir largement sur leur droite. Cette capitulation du SWP va l'amener à accepter un cadre de front populaire dirigé par le Labour en cas d'aiguinement de lutte des classes. C'est le programme éminemment révolutionnaire que Trotsky analyse dans son ouvrage intitulé *Où va la France* (1936). Ainsi le SWP revendique comme une victoire l'union entre le Front de gauche et le NPA, lors des dernières élections régionales en France. Or, si ce front électoral a remporté péniblement une région, c'est bien parce que le Front de gauche entretient des rapports privilégiés avec le PS et que des accords électoraux avaient été conclus auparavant. Le SWP salue donc l'alliance des secteurs « radicaux » avec ceux des secteurs bourgeois. Et c'est bien là que réside cette contradiction énorme que le Secrétariat unifié et les partis qui le constituent défendent (NPA, SWP...). Le SWP franchit la barrière de classe en abandonnant la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs au profit de la « radicalisation » de la démocratie (*Marxisme vivant* n° 22).

Il est urgent de construire un parti au Royaume-Uni qui organise la classe ouvrière dans la perspective du socialisme, car ce n'est que par la construction de ce parti que la classe ouvrière peut se structurer, et entrer dans une phase offensive à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. Contre le leurre de l'anti-capitalisme, satellite du réformisme, construisons l'unité des travailleurs pour l'échelle mobile des salaires, pour le plein emploi, contre les licenciements, pour l'expropriation sans indemnisation du capital ! Construisons le parti ouvrier pour le socialisme au Royaume-Uni et en Europe !

Alice

1) Parti travailliste.

2) Votez à gauche quand vous pouvez, voter Labour quand vous devez.

# Portugal : entre approfondissement de la crise et aiguisement de la lutte des classes

## Une situation économique critique

La situation économique s'est fortement dégradée lors des derniers mois au Portugal. Le pays se situe en pre-

mière ligne des attaques des banques et a été désigné comme pays à risque par les spéculateurs, par le très méprisant sigle PIGS (P pour Portugal). Le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE) ont imposé au gouvernement d'appliquer des mesures d'austérité. Ces mesures, réunies dans un Plan de stabilité et de croissance (PEC), visent surtout à faire payer la crise aux travailleurs et aux jeunes. Les principales mesures consistent à geler les salaires des fonctionnaires et les bas salaires, à ne pas embaucher de fonctionnaires, à augmenter la TVA, à augmenter les impôts sur les revenus des tranches intermédiaires et des retraités, à baisser les indemnités de chômage et à privatiser plusieurs entreprises publiques.

600 000 personnes. Depuis 2008, le secteur industriel a été fortement touché par les suppressions d'emplois et le chômage partiel. Par ailleurs, dans la division internationale du travail, le Portugal occupe la place de pays à

vait compter sur les voix des députés du parti traditionnel de la bourgeoisie, le Parti social-démocrate (PSD). Le prétexte de la crise économique a donc permis de mettre en place un scénario de stabilité politique défendue par des



main-d'œuvre bon marché. En effet, dans ce pays, le salaire minimum est de 450 euros par mois. Lors de la dernière campagne électorale, le Parti socialiste actuellement au pouvoir avait promis de l'augmenter à 500 euros en 2011. Mais la rigueur est passée par là et il n'y aura pas d'augmentation. En ce sens, le PS de J. Sócrates suit à la lettre les exigences du patronat portugais, qui veut maintenir la « compétitivité » du pays.

## De l'unité nationale...

secteurs de la bourgeoisie, depuis plusieurs mois. Lors de la campagne des dernières élections législatives, ces mêmes secteurs avaient présenté la solution du « bloc central », regroupant les deux principaux partis institutionnels, comme la meilleure réponse politique à la crise. Il s'agissait de faire passer toutes les contre-réformes contre la classe ouvrière avec une majorité écrasante. Cette véritable politique d'unité nationale que le contexte des élections n'avait pas rendu possible est désormais en place de fait. Cette situation montre, s'il en était encore besoin, la nature de classe du PS portugais : un parti bourgeois, à direction et à base bourgeoises.

... vers le front populaire ?

Pour contenir la réaction des masses, la bourgeoisie dispose de plusieurs possibilités. Comme nous venons de le voir, elle peut avoir recours à la politique de

(Suite page 19)

Or, ces mesures sont prises dans un contexte social déjà très difficile. Le chômage touche désormais plus de 10 % de la population active, ce qui représente officiellement environ

# Le Kirghizistan « surchargé »

Par I. Gatin du POI (Parti Ouvrier Internationaliste) de Russie

Mercredi 28 avril 2010 22:44

*D*ébut avril, au Kirghizistan, s'est réitéré, comme il y a 5 ans, un processus révolutionnaire audacieux, qui a acculé le gouvernement, cette fois celui de Kourmanbek Bakiev. La cause du soulèvement a été la grave diminution du niveau de vie de la population du pays, due aux effets de la crise économique mondiale. L'élévation des tarifs publics (de 4 fois dans l'énergie électrique et presque 10 fois dans le chauffage et l'eau chaude, entre autres), symbole de l'appauvrissement du peuple pendant le gouvernement Bakiyev, s'est avéré le détonateur du mécontentement populaire.

Vie des sections

## Un pays pauvre dans une région stratégique

Le Kirghizistan est le pays le plus pauvre d'Asie centrale. Il a des frontières communes avec le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et la Chine, et n'a pas d'accès à la mer. C'est une ex-république soviétique. À l'époque soviétique, il était connu par son haut niveau culturel, possédant de grandes universités. C'était aussi un pays industrialisé, centré sur l'industrie lourde et la fabrication de machines-outils, d'électroménager et de voitures. Toutefois, l'industrialisation a été faite à la manière staliniste, avec toutes les usines, ingénieurs, techniciens et même des ouvriers venus de la Russie. L'imposition staliniste est arrivée au point que la capitale du Kirghizistan, qui s'appelle à nouveau Bishkek aujourd'hui, était appelée avant Frounze, en hommage à un dirigeant de l'Armée Rouge. Mais la langue kirghiz ne connaît pas le son « f » : le peuple kirghiz ne pouvait donc pas prononcer le nom de sa propre capitale correctement et disait alors « Porounze » ! Ainsi, l'industrie a toujours été comme un « corps étranger » dans le pays, et c'est pourquoi il a été très facile pour la nouvelle bourgeoisie kirghiz et pour l'impérialisme de démonter toute l'infrastructure industrielle du pays. C'est là est un des motifs qui a fait que, parmi les ex-républiques soviétiques de la région, la Kirghizistan a été le pays qui a le plus rapidement avancé dans les plans néocoloniaux et restaurationnistes. En 1990, le pays était déjà un « exemple » d'application des politiques libérales, celui qui suivait au plus près les orientations des organisations financières internationales.

Avec la restauration capitaliste, le niveau de production dans le pays a chuté de moitié, fondamentalement à cause de la fermeture des entreprises industrielles. Aujourd'hui, il est dépendant de l'exportation de matières premières et de main d'oeuvre. C'est aujourd'hui

un pays pauvre, qui exporte coton, laine, viande, tabac, or, mercure et uranium (pour un total de 1,8 milliards de dollars), tandis qu'il importe des machines, des équipements, des aliments, du pétrole brut et du gaz (pour un total de 3,8 milliards de dollars) – avec un solde commercial largement négatif de l'ordre de 40% du PIB. La grande richesse du pays, les usines hydro-électriques, sont dans leur majorité entre les mains de compagnies énergétiques de la Russie, associées au capital occidental. Dans l'industrie minière, autre richesse nationale, des corporations étrangères prennent également une part active (notamment canadiennes).

Depuis 2004 au Kirghizistan sont arrivés 18 milliards de dollars de capital étranger, ce qui signifie une recette par habitant supérieure à celle de la Russie, qui est déjà une des plus hautes au monde. Le PIB par habitant du pays est de 2 200 dollars (6 fois moins que dans le Kazakhstan voisin). Étant donné le chômage, un million de kirghizes ont émigré pour travailler dans d'autres pays (principalement vers la Russie), soit 20% de la population du pays et un tiers de la force de travail national. Les remises d'argent à leurs parents ajoutent 1,2 milliards de dollars (un quart du PIB et une valeur équivalente à la moitié de tout le budget du pays). En effet, la baisse des remises des travailleurs émigrés due à la crise économique a causé l'aggravation de la situation économique du pays. La dette externe est de 2,5 milliards de dollars, c'est-à-dire la moitié du PIB. Plus de 60% de la population vit à la campagne. La république est divisée géographiquement entre le sud et le nord, dirigés par différents clans.

Toutefois, ce pays pauvre se trouve dans une région stratégique, proche de l'Afghanistan, et c'est pourquoi il a toujours attiré l'attention de l'impérialisme. En même temps, il se trouve dans la zone d'influence historique de

la Russie. Utilisant cette importante position géopolitique du pays, les gouvernements du Kirghizistan ont toujours joué avec les contradictions entre différents intérêts (en particulier par rapport à la guerre en Afghanistan), en passant du secteur d'influence de la Russie à l'influence américaine. Symbole de cette situation, il y a actuellement dans le pays deux bases militaires étrangères, la base militaire américaine de Manas (transport aérien et centre d'approvisionnement pour les opérations en Afghanistan) et une base russe (comme partie de l'Organisation de l'Accord de Défense Collectif, ODKB pour le sigle en russe, bloc militaire qui réunit la Russie, les ex-républiques soviétiques de l'Asie centrale et la Biélorussie). À travers le Kirghizistan, ainsi que la Russie, on transporte des charges pour les troupes de l'OTAN en Afghanistan.

## « Surchargé »

La révolution de 2005, connue comme la Révolution des Tulipes, que a fait tomber le gouvernement d'Askar Akaiev, et aujourd'hui celle de 2010, que a fait tomber Bakiev, sont extrêmement semblables entre elles par leurs dimensions, par le degré de spontanéité de la colère populaire, par la disposition du peuple à la lutte, par les principales figures politiques et par les mesures prises par les nouveaux gouvernements. L'actuelle chef du nouveau gouvernement provisoire, Roza Otunbaeva, a fait partie aussi bien du gouvernement Akaiev que de celui récemment déchu de Bakiev. L'élite politique s'était divisée, à l'origine de l'opposition contre Akaiev (Bakiev et Otunbaeva à sa tête), qui a occupé le pouvoir quand les masses se sont soulevées et ont expulsé Akaiev. La nouvelle équipe dirigeante n'a jamais pu se consolider fermement : il y a toujours eu entre les blocs dirigeants une lutte pour le contrôle des différents secteurs, avec de permanentes frictions entre les clans. Avec l'arrivée de Bakiev au pou-

voir, les entreprises les plus rentables ont passé aux mains de son clan, directement à son fils, Maxim Bakiev. C'est déjà à lui qu'avait été attribuée la direction de l'« Agence Centrale pour le développement, l'investissement et l'innovation », qui contrôle les actions de toutes les entreprises d'état du pays. Des secteurs stratégiques ont été transférés aux mains de compagnies étrangères et d'offshores.

La crise économique a aggravé les contradictions et a mené à une forte division dans l'élite politique dirigeante qui se dispute les maigres ressources du pays, dans le cadre d'une forte attaque gouvernementale contre les travailleurs. En perdant ses appuis, le gouvernement Bakiev a décidé de durcir le régime et d'attaquer les libertés démocratiques, en arrêtant ses adversaires politiques du bloc concurrent (Otunbaeva et cie). Mais cela n'a fait qu'augmenter le mécontentement de la population, en aggravant la situation.

### **Une tentative de « réaction démocratique » et le surgissement des « kurultay », éléments de double pouvoir**

Il y a 5 ans, quand on a chassé Akaiev, sont apparus à travers tout le pays dans une série de localités, les « *kurultay* » – mot kirghiz qui signifie assemblées populaires – éléments naissants de double pouvoir, en général au niveau local – le seul pouvoir qui restait quand Akaiev s'est enfui. Ceux-ci ont joué un rôle important dans l'organisation des masses pour déposer Akaiev, toutefois, avec la stabilisation relative du pouvoir de Bakiev-Otunbaeva, ceux-ci ont presque disparu. Avec la montée de la crise économique et politique, ils ont commencé maintenant à réapparaître.

Privé de la possibilité d'agir seul sur la base de méthodes répressives, Bakiev a mis en place un « *Kurultay* Suprême », ce qui n'en représente pas moins un fait bureaucratique, où les hommes d'affaires pro-Bakiev et les représentants de l'élite faisait de l'agitation en faveur de Bakiev. Cette trahison n'a pas été acceptée par le peuple et a été dénoncée par l'opposition, qui a organisé des *kurultays* alternatifs. En faisant appel aux *kurultays*, les politiques bourgeois ont joué avec le feu et ont pris le risque de laisser libre cours à l'insatisfaction populaire : c'est ce qui est arrivé de fait. La nécessité d'en appeler au peuple reflète la grande crise politique que

traverse le pays. Le 7 avril devait avoir lieu le *kurultay* de l'opposition. Pour l'empêcher, le gouvernement Bakiev commença à arrêter la veille les membres de l'opposition. C'est cela qui fut le détonateur de l'explosion de l'indignation populaire. Le meeting qui a eu lieu contre les arrestations dans la ville de Talas, au nord-ouest du pays, est devenue une offensive populaire, marquée par l'occupation des édifices administratifs et de police. La répression n'a pu arrêter les gens et le jour suivant le soulèvement avait embrasé tout le pays ; en quelques heures il provoqua la chute de Bakiev. Aujourd'hui, Otunbaeva et cie ont récupéré le pouvoir, quant à Bakiev il a fui au sud du pays (où se trouvent les bases de son clan) et continue de négocier les conditions de son renoncement.

### **L'armée et la police : en crise, paralysés, mais pas détruits**

L'armée et la police du Kirghizistan sont dans une situation de crise totale. Il y a 5 ans déjà Akaiev n'avait pas pu trouver de soutien dans l'armée : des soldats mal nourris, venus du peuple, qui voyaient la faiblesse du gouvernement, la division des élites et le caractère de masse évident des manifestations de l'autre côté, n'avaient aucun désir de tirer sur les gens. C'est pourquoi en 2005 le gouvernement ne s'est pas décidé à utiliser la force des armes, de peur que la situation n'empire encore. Aujourd'hui, contrairement à 2005, le gouvernement a décidé de tirer contre le peuple, en tuant des dizaines de personnes (plus de 100, selon certaines sources) et en blessant jusqu'à 1 500. Toutefois, étant donné la crise des forces armées et le soulèvement de masse, cet instrument ne s'est pas révélé efficace.

Le rôle fondamental, dans ces coups de feu tirés sur la population, a été joué par les divisions d'élite (francs-tireurs) et les policiers, sous l'observation passive des rangs de l'armée. La faiblesse des forces armées est apparue très clairement dans les images venues du Kirghizistan, où l'on a pu voir de véritables passages à tabac des policiers de la part du peuple, quand les manifestants ont pris possession victorieusement des blindés, voitures de police et armes. Selon les médias, deux policiers ont trouvé la mort et 600 ont été blessés. La violence révolutionnaire contre les bourreaux et assassins du peuple retient d'autant plus l'attention qu'elle

vient d'un peuple connu dans toute la région pour sa bonté et sa docilité, au rebours de ses voisins ouzbeks qui ont la réputation d'être un peuple « guerrier ». Dès la nuit du 7 avril, les forces armées avaient passé du côté de l'opposition. En même temps, bien que ces structures soient depuis longtemps en crise (qui s'est aggravée suite aux événements récents), elles ne sont pas détruites et elles passeront sous contrôle du nouveau gouvernement.

### **La lutte pour les bénédictions de l'impérialisme et les premiers pas du nouveau gouvernement**

La position de l'impérialisme américain – le plus important dans la région – dans le processus actuel a été l'expectative. Il ne s'est pas pressé pour reconnaître la légitimité ni du nouveau gouvernement, ni de l'ancien. L'impérialisme « a exprimé ses inquiétudes » et a exigé l'essentiel : le maintien de sa base militaire.

Le nouveau gouvernement, tout comme Bakiev, a voulu en premier lieu renforcer son serment à l'impérialisme. Bakiev a fait appel à une intervention de l'ONU pour « garantir l'ordre ». Ainsi, il a tenté de sauver sa peau et son pouvoir au prix de l'occupation de son propre pays par l'impérialisme et en proposant ses services comme marionnette coloniale. Le nouveau pouvoir, lui, a ensuite affirmé que tous les accords internationaux déjà signés seraient maintenus, et que la base américaine de Manas resterait sur le territoire. C'est à dire que le nouveau gouvernement a garanti à l'impérialisme sa mainmise sur le pays et l'assurance de continuer la guerre en Afghanistan. Otunbaeva elle-même vient de la nomenclature issue du vieux PC, elle a été la représentante du Ministère des Affaires étrangères de l'URSS pour l'UNESCO ; dans le Kirghizistan déjà indépendant elle a également toujours été responsable des contacts avec l'impérialisme, à la tête du Ministère des Affaires étrangères du Kirghizistan et ambassadrice du pays aux États-Unis. Ce n'est pas sans raison qu'Hillary Clinton a déclaré que « *les personnes qui sont arrivées au pouvoir désormais au Kirghizistan sont des gens avec qui nous travaillons depuis bien longtemps* ».

La Russie, sentant le danger de la déstabilisation de la région (le président russe, Dimitri Medvedev, a déclaré

qu'il y avait un risque que la Kirghizie devienne un nouvel Afghanistan), a presque immédiatement reconnu le nouveau gouvernement, y compris parce que le Kremlin a eu beaucoup de difficultés à travailler avec Bakiev, puisque celui-ci a fait des promesses non tenues au Kremlin, en négociant ses préférences, mais n'a rien donné en échange de ce qu'il a reçu, se retournant vers son grand chef – l'impérialisme américain.

Avec toutes leurs divergences, tous les participants, à l'exception du peuple, c'est-à-dire le nouveau gouvernement Otunbaeva, Bakiev, les États-Unis, la Russie et même l'ex-président Akaiev, qui vit à Moscou, ont un accord profond : il faut d'abord rétablir l'ordre, c'est-à-dire arrêter la révolution, faire en sorte que les gens retournent chez eux, défendre la propriété capitaliste, soumettre par la menace le peuple qui s'est soulevé et restaurer l'état bourgeois semi-colonial abattu du Kirghizistan. Pendant le soulèvement les gens appauvris ont pris des magasins toute la nourriture, les vêtements et les produits de première nécessité. Et cela n'est en rien un crime. Mais comme il y a 5 ans, le nouveau gouvernement s'est empressé de combattre contre ces « pillers », en donnant l'autorisation de tirer des coups de feu mortels contre eux, pour défendre dans le sang la propriété de la bourgeoisie. Même le pillage d'appareils électroménagers des magasins, qui n'est pas la meilleure utilisation d'énergie possible pendant une révolution et attire moins de compréhension, n'est rien en comparaison des crimes des capitalistes et de leur gouvernement, qui maintiennent le peuple dans la misère. En même temps, ceux qui ont pris ces marchandises ne peuvent être condamnés à mort, et encore moins sans jugement. Et le plus important c'est que, sous le prétexte de « lutter contre les pillers », le gouvernement peut désormais tuer dans les rues qui il voudra. De fait, « la lutte contre les pillers » est un coup de plus porté contre le peuple soulevé.

### **La vie va-t-elle s'améliorer ?**

La chute de Bakiev reproduit les événements d'il y a 5 ans. À ce moment-là, on espérait beaucoup que le nouveau gouvernement apporterait des changements positifs. Toutefois, il n'y a pas eu d'améliorations. La situation n'a fait que s'aggraver. Sur cette base, beaucoup de journalistes bourgeois ont à

nouveau affiché la thèse de « l'inutilité des révolutions ». Mais, pourquoi rien n'a changé avec la chute d'Akaiev ?

La réponse à cette question est fournie par l'impérialisme lui-même, qui exige aujourd'hui avant tout l'inviolabilité des accords internationaux signés, accords qui vont à l'encontre de la souveraineté du pays. Il exige aussi « l'ordre », des garanties sur la propriété privée, la restauration de l'État bourgeois semi-colonial et de ses Forces Armées. Les mêmes exigences qu'après la chute d'Akaiev. À la place d'un clan bourgeois, un autre est parvenu au pouvoir, dans le seul but de continuer à administrer une économie semi-coloniale. C'est à dire que le pillage du peuple et la colonisation du pays se sont approfondis. C'est pourquoi tout a empiré.

Tant qu'on ne cassera pas totalement la subordination à l'impérialisme ; tant qu'on conservera les accords honteux sur le maintien de troupes étrangères dans le pays ; tant que les grandes compagnies ne seront pas nationalisées et tant que la propriété et les terres seront maintenues entre les mains d'une poignée de riches, dévastateurs du pays, la situation ne pourra que s'aggraver.

Les révolutions de 2005 et de 2010 ont été des victoires du peuple. Elles ont montré que la force du peuple est capable de renverser des gouvernements et d'imposer sa volonté. Le nouveau gouvernement vient d'annoncer l'annulation des augmentations de tarifs mis en oeuvre par Bakiev et il s'est engagé à revoir les privatisations des secteurs stratégiques. C'est une victoire des soulevés. Pour comprendre le rôle de ces révolutions, il suffit de comparer la situation du Kirghizistan avec celle de son voisin l'Ouzbékistan, où une tentative de soulèvement, il y a peu, a été étouffée, et c'est pourquoi la population vit aujourd'hui sous un régime policier. Le gouvernement Bakiev était plus faible que celui d'Akaiev. Il est probable que le gouvernement Otunbaeva devienne encore plus faible que le gouvernement Bakiev, puisqu'il n'a pas de ressources économiques pour pouvoir se consolider. Ce qui signifie qu'il s'avérera plus facile pour le peuple d'agir, et pour le gouvernement plus difficile de conduire ses réformes anti-populaires.

Cependant, il faut comprendre que le gouvernement Otunbaeva poursuivra son travail en faveur des capitalistes, il poursuivra ses efforts pour faire peser la crise sur le dos du peuple et il conti-

nuera les attaques initiées par Bakiev contre les travailleurs. Parce que le nouveau gouvernement n'est pas plus un gouvernement des travailleurs et du peuple, c'est une fois de plus un gouvernement de la bourgeoisie et il ne pourra jamais libérer le pays du joug de l'impérialisme, de la pauvreté, de la diabolique mainmise des clans riches et corrompus (c'est à dire de lui-même). Seul un gouvernement des travailleurs et du peuple peut réaliser cela. Pour cela, les travailleurs doivent prendre le pouvoir, ce qui n'est pas arrivé au Kirghizistan, ni il y a 5 ans, ni aujourd'hui. Malgré le développement des *kurultay* et d'importants éléments d'auto-organisation des travailleurs, le pouvoir est toujours aux mains de la bourgeoisie. Voilà le cœur du problème. Tant que les travailleurs ne prendront pas le pouvoir avec leurs organisations, qu'on les appelle soviets, assemblées ou *kurultay*, alors, dans la meilleure des hypothèses, des processus comme ceux de 2005 ou d'aujourd'hui ne pourront que se reproduire, mais sans proposer d'alternative.

### **Développer le mouvement des kurultays et construire une alternative ouvrière**

La révolution au Kirghizistan est une alerte de plus sur la nécessité d'une alternative ouvrière. Tous les politiciens officiels du Kirghizistan, ainsi que ses partis, sont bourgeois et servent les intérêts de leurs groupes. Mais une alternative ouvrière est nécessaire et un parti ouvrier, qui combattent sincèrement pour la souveraineté du pays, pour la libération de la subordination humiliante à quelques grandes puissances : cela n'est possible qu'avec la réalisation d'un changement socialiste radical en faveur des gens ordinaires. L'absence d'une telle alternative au Kirghizistan met à jour le vide laissé par l'absence de direction révolutionnaire, vide rempli par la bourgeoisie, qui ainsi parvient seulement à être maintenue au pouvoir après chaque assaut révolutionnaire des masses.

Aujourd'hui il ne doit y avoir aucune illusion ni aucune confiance dans le « nouveau » gouvernement, qui n'a pas été encore consolidé au pouvoir et pourtant a déjà commencé à tirer sur le peuple et à disputer les « bénédictions » de l'impérialisme et du gouvernement russe. Aucun dialogue avec Bakiev ! Jugement public pour Bakiev ! Jugement public et prison pour ceux qui ont tiré contre le

peuple et ceux qui ont donné les ordres ! Il faut interdire l'utilisation d'armes à feu par la police et dissoudre les escadrons d'élite ! Nationaliser toute la richesse volée par les groupes liés à Bakiev ! Restituer à la propriété étatique les compagnies privatisées et livrées aux multinationales dans la période Bakiev ! Ne pas reconnaître les dettes contractées pendant sa gestion et casser les accords sur les bases militaires étrangères qui menacent constamment la souveraineté du pays. Aucun nouvel accord avec les puissances étrangères ! Annuler immédiatement les augmentations antipopulaires des tarifs publics du gouvernement Bakiev ! Exproprier les terres de tous les grands propriétaires terriens et remettre sans terme les terres nationalisées aux mains de tous ceux les travailler !

La dimension du processus révolutionnaire est telle que, jusqu'à ce jour, le nouveau gouvernement n'a pu établir son contrôle sur la situation, des procédés spontanés de confiscation des terres continuent d'avoir lieu, comme les expropriations dans les grands magasins. Un exemple clair des difficultés du nouveau gouvernement : une semaine après que le ministre de l'intérieur (police) de Bakiev a pris une raclée par le peuple dans les rues, il est arrivé la même chose à son successeur, le ministre de l'intérieur du nouveau gouvernement ! Le gouvernement essaie, au nom de la paix, de reprendre des mains du peuple les armes prises à la police et aux troupes d'élite qui tiraient sur lui. On ne peut tomber dans ce piège du gouvernement. Le nouveau gouverne-

ment craint de ne pouvoir soumettre le peuple facilement tant que celui-ci gardera des armes entre ses mains.

De la même manière, on ne peut pas tomber dans l'erreur de défendre le nouveau gouvernement d'Otunbaeva, qui se proclame révolutionnaire et progressiste. Il est vrai que Bakiev essaye de sauver sa peau en s'enfuyant au sud du pays, où il tente de former une base d'appui, en trompant la population par la démagogie et en divisant les travailleurs selon le traditionnel principe asiatique des clans. Toutefois, il suffirait pour le nouveau gouvernement un décret sur l'expropriation des terres et sa division entre ceux qui en veulent y travailler (ainsi que de satisfaire d'autres revendications populaires) pour frapper mortellement Bakiev et enlever tout appui. C'est cela qu'on doit exiger du nouveau gouvernement. Et le gouvernement Otunbaeva ne le fait pas précisément parce qu'il n'a rien de progressiste, qu'il n'est qu'un autre secteur de l'élite locale, qui a toujours défendu les intérêts de l'impérialisme, des riches et des grands propriétaires terriens, et qui est arrivé aujourd'hui au pouvoir conduit par une puissante vague de mécontentement populaire (de même qu'il y a 5 ans est arrivé au pouvoir le même Bakiev, avec la même Otunbaeva). On ne peut pas aider le nouveau gouvernement à « rétablir l'ordre » et on ne peut pas non plus lui soumettre la lutte populaire. Une lutte indépendante des travailleurs du Kirghizistan pour la terre et pour d'autres revendications est nécessaire.

Selon les médias, il y a eu des incidents où l'insatisfaction populaire se dirigeait non contre le gouvernement mais contre les minorités nationales qui vivent dans le pays (Ouzbeks, Turkmènes, etc.). Dans le cas où ces incidents se poursuivraient, ce serait alors le plus grand coup possible contre la lutte des habitants du Kirghizistan pour leurs droits, étant donné que cela introduirait entre les travailleurs des dimensions nationales, à un moment où leur union par delà les nationalités est plus nécessaire que jamais, à un moment où justement les travailleurs des diverses nationalités ont la force nécessaire pour défendre ensemble leurs intérêts. Les sources de la pauvreté au Kirghizistan ne sont ni les Ouzbeks, ni les Tadjiks, ni les Turkmènes, mais bien au contraire la riche élite locale, alliée de l'impérialisme, dont le renversement est la tâche de tout le peuple du Kirghizistan, indépendamment de ses nationalités.

La tâche actuelle la plus urgente du peuple du Kirghizistan est de développer partout le mouvement des *kurultay* et de construire une alternative politique ouvrière. Ces dernières années ont montré qu'en laissant les choses entre les mains du gouvernement et sans un parti ouvrier, le peuple restera sans rien dans les mains. C'est là une importante leçon de la révolution kirghiz.

**Traduction : Garlone**

(Suite de la page 18)

la plus combative du continent et où la bureaucratie syndicale trouve davantage de difficultés pour contrôler un mouvement ouvrier dans la base duquel la gauche de classe et combative dispose d'un poids important.

Les travailleurs grecs sont un exemple magnifique de combativité et de courage pour toute la classe ouvrière européenne. Ils marquent le chemin à suivre et méritent, étant la partie la plus avancée, la plus ample solidarité de classe. Nous devons tous répondre à l'appel des travailleurs grecs : « **Peuples de l'Europe, debout !** ». La lutte de la Grèce est la nôtre, celle de tous. Soutenir la Grèce et unir nos forces contre les plans d'ajustement, voilà la grande tâche des travailleurs.

## **Organiser la résistance commune à l'échelle européenne**

Différentes organisations syndicales européennes ont signé un manifeste intitulé « Nous sommes tous des travailleurs grecs », dans lequel elles affirment : « *Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires se sont organisés internationale-ment. Le mouvement syndical doit agir au-delà des frontières pour imposer un autre système, différent. (...) Nous espérons avancer dans l'instauration d'un réseau syndical alternatif en Europe, ouverte à toutes les forces qui veulent combattre contre le capitalisme et le libéralisme. Développons et coordonnons les luttes sociales et construisons la résistance commune au niveau*

*européen ! Face à la crise la grève générale est nécessaire. Nous voulons la construire !* ».

Soutenir cette lutte avec toutes nos forces et faire des pas pratiques sur ce chemin, voilà le compromis des organisations européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI), engagées dans la lutte pour construire une nouvelle direction politique et syndicale des travailleurs européens, indispensable pour avancer vers le renversement de la bourgeoisie et l'établissement du socialisme basé sur la démocratie ouvrière.



## Solidarité avec la classe ouvrière et le peuple grecs !

### Leur lutte est celle de tous !

Le 5 mai dernier, la classe ouvrière et le peuple grecs ont de nouveau paralysé complètement le pays, contre le plan brutal d'ajustement de l'Union européenne et du FMI, appliqué par le gouvernement « socialiste » du PASOK. **C'est la quatrième grève générale** depuis que, en décembre dernier, la crise de la dette grecque s'est déclenchée. Des marches grandioses ont parcouru Athènes et toutes les villes grecques. Des dizaines de milliers de manifestants ont encerclé et attaqué le parlement grec, la grande institution de la démocratie bourgeoise, transformée en chambre de soumission au diktat des grandes puissances de l'Union européenne. Les chocs avec la police se sont généralisés. Une nouvelle grève générale est appelée pour le 20 mai.

### « Ils veulent nous transformer en pauvres »

Le plan d'ajustement est draconien : coupures dans l'emploi public ; réduction de 25 % du salaire pour les employés publics ; baisse des pensions de 20 % ; augmentation de l'âge de la retraite ; de grandes coupures dans les services publics ; des reculs graves dans les droits du travail, comme l'abolition des conventions collectives, la libéralisation et la baisse du coût des licenciements ; une augmentation très importante des d'impôts (la TVA passe de 19 % à 23 % et les taxes sur l'essence, l'alcool et le tabac passent à 10 %, alors que les impôts pour les patrons diminuent) ; privatisations de tout ce qui reste encore à privatiser.

Les travailleurs grecs ont défini avec précision l'objectif du plan : « **ils veulent nous transformer en pauvres** », « **ils veulent nous faire retourner aux années 50** ». C'est un plan pour saigner sauvagement le peuple grec afin que les banquiers allemands, français et grecs, ainsi que d'autres rapaces financiers continuent à s'enrichir avec la

grande affaire de la dette publique. Pour cela, ils ont transformé la Grèce en un protectorat économique sans souveraineté nationale.

### L'UE au bord de l'abîme

La crise grecque et son effet de « contagion » ont désamorcé une crise générale qui a placé la zone euro et l'UE au bord de l'abîme et menace avec une nouvelle crise financière mondiale, encore plus dévastatrice que celle qui s'est déchaînée après la faillite de Lehman Brothers en 2008. Dans une tentative désespérée, l'UE a approuvé un plan européen majeur de « sauvetage », doté de 750 milliards d'euros, destiné à des prêts d'urgence aux pays de l'euro en risque de cessation de paiements. Le FMI (où les Etats-Unis ont le dernier mot) se chargera du tiers de ces fonds. Il a été décidé aussi que la Banque Centrale Européenne achète la dette publique et privée des pays en danger et maintienne toutes les facilités de crédit aux banques. En même temps, les gouvernements de l'Allemagne et de la France ont imposé **un système strict de contrôle qui, comme pour la Grèce, transforme les pays périphériques dans de véritables protectorats économiques.**

La clé du plan de sauvetage de l'UE n'est rien d'autre que d'imposer un recul historique à la classe ouvrière européenne. C'est pourquoi des conditions radicales ont été établies pour appartenir à la zone euro et à l'UE, ainsi que des mesures draconiennes pour accéder aux fonds de « sauvetage », selon le modèle grec. Il est écœurant d'entendre dire que les prêts sont pour « aider la Grèce », quand le peuple travailleur grec ne verra pas un seul euro de cette « aide » mais, au contraire, seulement des pénalités et des souffrances.

**La Grèce annonce déjà les plans d'ajustement pour toute l'Europe, à commencer par des pays plus faibles** comme le Portugal, l'Espagne, l'Irlande

ou l'Italie. **Les gouvernements espagnol et portugais** ont déjà annoncé un paquet radical de durcissement de leurs plans de choc. Il est prévu, en outre, que ces plans **vont encore s'intensifier**, parce que le recul économique qu'ils provoquent finit par produire davantage de déficit public et davantage de dette... jusqu'à ce que le pays, saigné à blanc et épuisé, ne puisse pas payer et soit obligé de déclarer la cessation des paiements.

### A bas l'UE !

### Pour une Europe des travailleurs et des peuples !

La Grèce a mis en évidence qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre de l'UE ni dans le cadre du respect des bases du capitalisme. L'UE s'est montrée comme l'expression saugrenue de l'Europe du Capital et comme une créature antidémocratique irréformable. Il n'y a pas moyen de faire face à l'acuité de la crise grecque, à la catastrophe que cela représente pour le peuple grec, si ce n'est en déclarant la **non-reconnaissance de la dette, en rompant avec l'euro et avec l'UE** et en prenant des **mesures radicales et urgentes pour réorganiser l'économie** au service de la grande majorité : expropriation la banque, nationaliser les entreprises stratégiques, distribuer le travail, établir le monopole du commerce extérieur et chercher la solidarité de classe des travailleurs européens, dans la lutte commune pour une Europe des travailleurs et des peuples, pour des **Etats-Unis Socialistes de l'Europe.**

### « Nous sommes tous des travailleurs grecs »

Le conflit grec est la première grande épreuve de force entre le capital financier et la classe ouvrière européenne, une classe ouvrière qui a la chance que cette première épreuve se joue en Grèce, le pays avec la classe ouvrière

(Suite page 17)

(Suite de la page 13)

l'unité nationale, mais elle peut également recourir à la politique de type de Front populaire. C'est une des possibilités qui se profilent dans le cadre des élections présidentielles prévues en 2011. Pour cela, la bourgeoisie portugaise peut compter non seulement sur l'appui du PS et de ses courants de « gauche », mais également sur celui du parti de « gauche radicale », le Bloc de gauche<sup>1</sup> (BE). Ainsi, les choix politiques des principaux partis de gauche institutionnelle sont guidés par le fait qu'ils veulent avant tout sauver le système capitaliste, tout en donnant l'impression de défendre les intérêts des travailleurs. Sur le terrain de la lutte des classes, cela se traduit par la volonté d'enfermer la radicalisation de la lutte des classes dans le processus électoral. De cette manière, ces partis cherchent à empêcher que les travailleurs puissent ouvrir une alternative politique indépendante, en rupture avec le capitalisme.

Lors des dernières élections présidentielles de 2006, un candidat a créé la surprise. Il s'agit de Manuel Alegre. Ce dernier avait alors obtenu près de 21 % des suffrages sans l'investiture du PS, alors que le candidat officiel de ce parti, l'ancien président de la République, Mário Soares, avait obtenu moins de 15 % des voix. Depuis ces élections, Manuel Alegre est apparu comme une sorte de « réformiste sincère », se situant à la gauche du PS portugais, entretenant savamment le suspense sur son intention de sortir du parti et de créer un nouveau mouvement. Fin 2009, le BE a été le premier parti à apporter son soutien à M. Alegre, avant même le PS. Par la suite, un important débat a eu lieu au sein de ce parti, sur la question du soutien à ce candidat. Le 30 mai dernier, le PS a finalement décidé de soutenir M. Alegre. D'un point de vue politique, M. Alegre joue sur son passé politique et artistique. Poète, il a également participé à l'assemblée constituante mise en place après la révolution des Œillets, qui avait permis de renverser la dictature. Dernièrement, ces intentions politiques sont apparues plus clairement. Dans un premier temps, il a condamné le PEC, pour s'y rallier dans un second temps, afin d'obtenir le soutien du PS. Il est donc clair que si M. Alegre arrive au pouvoir, il mènera une politique satisfaisant les intérêts des capitalistes.

Le BE continue de soutenir la candidature de M. Alegre malgré ses dernières

déclarations sur le PEC. Cette organisation politique a même été plus loin, en franchissant ouvertement la barrière de classe à deux occasions au cours du mois de mai. Premièrement, elle a apporté son soutien à la participation du Portugal dans le prêt d'urgence concédé à la Grèce par l'UE. Comment peut-on dire qu'on est contre les mesures d'austérité dans son pays et en même temps soutenir cette même austérité dans un autre ? Ensuite, le BE a sauvé la mise au PS à la fin du mois de mai. Le gouvernement PS de José Sócrates a pu compter sur les voix du BE et du PCP pour faire passer un plan de grands travaux, prévoyant la construction de lignes TGV et d'un nouvel aéroport international à Lisbonne. Ces deux partis n'ont pas voulu prendre la responsabilité de fragiliser la position du PS et d'ouvrir une crise politique dans le pays. Les intentions du BE apparaissent pour ce qu'elles sont : pour ceux qui en doutaient encore, ce parti mène une politique de collaboration de classe avec les représentants de la bourgeoisie. En somme, pour le BE, il ne faut surtout pas remettre en cause l'ordre et les institutions existants. Tout cela montre que si le BE participe à un gouvernement de type de front populaire, comme il le prétend, il attaquera les intérêts de la classe ouvrière pour préserver ceux des capitalistes.

### Une situation de radicalisation de la lutte des classes

En même temps que l'ensemble de ces partis se disposent pour 2011, et un éventuel gouvernement de Front populaire, la situation de la lutte des classes connaît un important processus de radicalisation. Et c'est là que se situe l'enjeu pour la classe ouvrière. Le précédent gouvernement PS (2005-2009) avait déjà été contesté par de très importantes manifestations et mouvements de grève, notamment chez les enseignants. Mais, en l'absence d'outil politique, les travailleurs n'avaient pas pu empêcher le PS de faire passer ses contre-réformes. Le violent approfondissement de la crise observé lors de ces dernières semaines est venu radicaliser la situation. Le 29 mai dernier, à l'appel de la CGTP, 300 000 personnes ont manifesté dans les rues de Lisbonne pour protester contre le PEC. Mais, au Portugal comme ailleurs, les travailleurs et les jeunes doivent faire face à l'obstacle bureaucratique, aussi bien au niveau syndical que politique.

Alors que la question d'un mouvement d'ampleur se pose immédiatement, les dirigeants confédéraux louvoient, et renvoient la perspective d'une grève générale à une date indéterminée.

Aujourd'hui, plus que jamais, ce dont les travailleurs et les jeunes ont besoin, ce n'est sûrement pas d'organisations qui collaborent avec les partis bourgeois, comme le fait notamment le BE. Ils ont besoin d'un outil pour combattre les mesures des gouvernements capitalistes, qu'ils soient d'unité nationale, ou de front populaire. Cet outil, ne pourra être qu'une organisation politique indépendante de l'état, de la bourgeoisie et de leurs institutions, formulant une perspective de rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire se battant pour le socialisme. Cette organisation devra dénoncer et combattre tous les partis donnant l'impression qu'ils sont avec la classe ouvrière, alors qu'ils collaborent en réalité avec la bourgeoisie. De plus, une telle organisation, ne pourra pas se cantonner au cadre national. Les mesures prises par les différents gouvernements européens, montrent que les travailleurs de ce continent subissent partout les mêmes attaques. Il s'agit donc de construire une réponse politique, non seulement au Portugal mais également à l'échelle du continent.

1. Les trois composantes historiques du Bloc de gauche sont le PSR (ex-section portugaise du Secrétariat unifié de la Quatrième internationale, dont le représentant était le LCR en France), l'Union démocratique populaire (ancienne organisation maoïste) et Política XXI (mouvement regroupant des dissidents du Parti communiste portugais). Ce parti dispose actuellement de seize députés au Parlement portugais.

**Mathieu**

# **La condamnation de l'attaque meurtrière sioniste contre la flottille humanitaire doit être unanime !**

**Dernière minute**

Ce 31 mai, à 5 heures, l'armée israélienne a attaqué, dans les eaux internationales, une flottille qui transportait du matériel humanitaire en direction de Gaza. Cette violente intervention a fait 19 morts parmi les passagers selon les organisateurs du convoi, dix selon l'armée Israélienne elle-même. Cette dernière a déjà fait toutes ses preuves de barbarie pour tenter de faire triompher le sionisme en Palestine. Mais avec cette attaque, Israël franchit une nouvelle étape dans sa violence coloniale, parce qu'en assassinant, dans les eaux internationales, dans un acte de piraterie donc, des civils pacifistes venus de nombreux pays, l'Etat sioniste déclare ouvertement la guerre à tous ceux qui prétendent défendre le peuple palestinien. Il ré-affirme ainsi sa détermination à ne respecter aucune des règles de la sois-disant « communauté internationale ».



Le GSI, qui s'est toujours placé du côté du peuple palestinien contre la colonisation israélienne, condamne fermement cette attaque meurtrière qui démontre encore une fois la sauvagerie et l'illégitimité du projet sioniste, qui s'est toujours imposé dans la plus grande violence. Nous appelons toutes les organisations ouvrières à condamner d'une même voix cette nouvelle agression et à soutenir le peuple Palestinien dans sa lutte contre le colon sioniste.

Les morts ne cesseront pas de tomber tant que l'Etat sioniste existera. C'est pourquoi le GSI soutien sans condition tous les palestiniens qui se battent pour l'établissement d'un seul Etat, une Palestine démocratique, laïque et non raciste, dans laquelle tous les travailleurs doivent pouvoir vivre à égalité de droit.

*A paris, le 31 mai 2010.*

**<http://www.gsi-litqi.org/>**

## **Sommaire du n° 99**

- ✓ L'Europe aux travailleurs ! Grève générale ! p.2
- ✓ Revue de presse sociale. p.3
- ✓ Du bon usage capitaliste de la crise grecque. p.5
- ✓ L'autogestion et la lutte des classes. p.7
- ✓ De l'argent pour les retraites, la santé et l'éducation, pas pour la guerre! p.8 et 9
- ✓ Gibert Joseph : Des premières avancées pour le syndicat. P.10
- ✓ Guadeloupe : un an après, où en sommes-nous ? p.11
- ✓ Un parti pour le socialisme au Royaume-Uni et en Europe ! p.12
- ✓ Portugal : entre approfondissement de la crise et aiguisement de ma lutte des classes. p. 13
- ✓ Vie des sections — Le Kirghizistan « surchargé ». p.14
- ✓ Courrier International - Solidarité avec la classe ouvrière et le peuple grecs. p.16
- ✓ Communiqué du GSI - La condamnation de l'attaque meurtrière sioniste contre la flottille humanitaire doit être unanime ! p.19